

**RAPPORT ANNUEL 2014  
DU COORDONNATEUR RÉSIDENT /  
HUMANITAIRE SUR L'UTILISATION DES  
SUBVENTIONS DU CERF  
RÉPUBLIQUE DU MALI  
URGENCE SOUS - FINANCÉES 2014**

**COORDONNATEUR RÉSIDENT/HUMANITAIRE**

**Mbaranga KASARABWE**

## RESUME DU PROCESSUS ET DE LA CONSULTATION

- a. Merci d'indiquer quand l'After Action Review (AAR) a été conduit et qui a participé.

Oui. Une rencontre avec les points focaux CERF des agences bénéficiaires a eu lieu à la fin du processus pour revoir si toutes les procédures du reportage ont été respectées. Cette révision a permis d'identifier les points à améliorer dans le rapport.

- b. Merci de confirmer que le rapport CERF du Coordonnateur Résident et/ou Coordonnateur de l'Action Humanitaire (CR/CH) a été discuté avec l'équipe humanitaire et/ou l'équipe de pays des Nations-Unies et avec les coordonnateurs sectoriels comme mentionné dans les directives.

OUI  NON

Avant la soumission du rapport au secrétariat du CERF, le document a été circulé par le HC au membre du HCT et l'inter cluster pour prise de connaissance et commentaire. Ceci a été fait et la version finale a pris en compte leurs inputs.

- c. Le rapport final CERF du CR/CH a-t-il été partagé, pour examen aux intervenants dans le pays (c-à-d les agences bénéficiaires du CERF, les coordonnateurs et membres des secteurs/groupes sectoriels et les institutions gouvernementales compétentes), comme recommandé dans les directives?

OUI  NON

Le draft du rapport a été partagé avec les agences bénéficiaires, les ONGs concernées qui ont pris part à l'implémentation des projets et les partenaires étatiques. Aussi le document a été soumis aux services techniques comme la direction hydraulique, de la santé, de la nutrition et la Direction de l'agriculture etc. qui sont en partenariat avec les acteurs de mise en œuvre du CERF. Ils ont apporté leurs inputs au document.

## I. LE CONTEXTE HUMANITAIRE

TABLE 1: VUE D'ENSEMBLE DES SUBVENTIONS D'URGENCES (US\$)		
<i>Montant total nécessaire à la réponse humanitaire: 481,021163 (SRP 2014)</i>		
<b>Répartition des financements totaux reçus pour la réponse humanitaire par sources</b>	<b>Source</b>	<b>Montant</b>
	CERF	11, 443,364
	FONDS HUMANITAIRE COMMUN/ FONDS POUR LES INTERVENTIONS D'URGENCE (le cas échéant)	N/A
	AUTRES (Bilatéral/Multilatéral)	232, 976,405
	<b>TOTAL</b>	<b>244, 419,769</b>

TABLE 2: CERF SUBVENTIONS D'URGENCE PAR ALLOCATION ET PROJET (US\$)			
<i>Allocation 1 – date de la soumission officielle: 18.02.2014</i>			
<b>Agence</b>	<b>Code du Projet</b>	<b>Groupe Sectoriel/Secteur</b>	<b>Montant</b>
UNICEF	14-UFE-CEF-044	Protection	150,000
UNICEF	14-UFE-CEF-043	Éducation	427,351
UNICEF	14-UFE-CEF-042	Santé	349,986
UNICEF	14-UFE-CEF-041	Nutrition	1,800,021
UNFPA	14-UFE-FPA-016	Protection	100,087
PAM	14-UFE-WFP-023	Sécurité Alimentaire	2,000,000
PAM	14-UFE-WFP-022	Nutrition	1,000,002
UNFPA	14-UFE-FPA-015	Santé	250,000
OMS	14-UFE-WHO-020	Santé	699,862
OIM	14-UFE-IOM-019	Abris	250,000
OIM	14-UFE-IOM-018	WASH	299,925
OIM	14-UFE-IOM-017	Protection	100,000
UNHCR	14-UFE-HCR-016	Protection	1,108,025
UNHCR	14-UFE-HCR-015	Abris	500,000
FAO	14-UFE-FAO-012	Sécurité alimentaire	1,963,867
UNICEF	14-UFE-CEF-040	WASH	444,238
<b>TOTAL</b>			<b>11,443,364</b>

<b>TABLE 3: REPARTITION DU FINANCEMENT CERF PAR MODALITES DE MISE EN OEUVRE (US\$)</b>	
<b>Modalité de mise en œuvre</b>	<b>Montant</b>
Mise en œuvre directe agences des Nations-Unies/IOM	7, 782,084
Fonds transférés aux ONG pour mise en œuvre	3, 112,558
Fonds transférés aux partenaires gouvernementaux	548,722
<b>TOTAL</b>	<b>11, 443,364</b>

## **BESOINS HUMANITAIRES**

Le Mali est affectée par une crise politique, sécuritaire et humanitaire d'une ampleur et d'une complexité sans précédent. Le conflit armé affectant les 3 régions nord du Mali depuis 2012 a connu une escalade en janvier 2013, lors de la prise de Konna, ville située à environ 70 km de Mopti, par les groupes armés. Cet événement a déclenché l'offensive de l'armée malienne soutenue par la France et la MISMA (Mission internationale de soutien au Mali) qui a permis de rétablir progressivement la sécurité dans les grands centres urbains du Nord. La situation sécuritaire restant toutefois critique et volatile, le Conseil de sécurité a décidé, le 25 avril 2013 via la Résolution 2100 et en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, de créer une Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) qui comprendra un effectif total allant jusqu'à 12,640 Casques bleus et policiers.

En février 2014, le Mali comptait 199,500 Personnes Déplacées Internes et 170,000 réfugiés maliens (en Mauritanie, au Burkina Faso et au Niger) générés par le conflit et exerçant une pression lourde et croissante sur les ressources économiques des ménages qui les ont accueillis, sur les structures de santé, d'éducation, les infrastructures d'eau et d'assainissement. Les besoins humanitaires liés au conflit armé sont importants et s'ajoutent aux besoins préexistants et générés par les crises alimentaires et nutritionnelles de 2012.

Les activités socio - économiques continuaient d'être affectées par la fermeture des frontières avec la Mauritanie et l'Algérie. Les ménages maliens du nord, déjà fortement touchés par la crise alimentaire de 2011-2012, avaient subi des pertes importantes de bétail, de possibilités d'emploi productif, et des actifs productifs. Les activités économiques étaient limitées par le manque d'intrants et de fonctionnement des institutions financières, l'absence des services de base, l'absence des acteurs économiques et des travailleurs. Les mouvements de populations avaient provoqué un déclin important de la production agricole et affaibli l'agriculture, l'élevage, l'artisanat et les moyens d'existence basés sur les échanges.

La campagne agricole 2013/2014 a été classifiée de mauvaise à très mauvaise dans les régions du nord. En 2014 plus de 3.1 millions des 16 millions d'habitants du Mali étaient en insécurité alimentaire dont environ 800,000 personnes en situation de crise et 2.3 millions sous pression. Les personnes affectées étaient entre autres les personnes déplacées internes (PDI), les familles d'accueil et les retournés ainsi que les ménages qui ont subi de mauvaises récoltes dans les régions du nord et Mopti (Gao, Kidal, Tombouctou, les cercles de la Région de Mopti anciennement occupées et le cercle de Bandiagara qui a connu une très mauvaise campagne agricole). Bien que la saison agricole 2012-2013 ait été globalement bonne, la seule production agricole ne suffira pas à assurer la sécurité alimentaire des ménages. De plus, la hausse des prix (toujours au-dessus de la moyenne 2009-2012 dans plusieurs régions) a affecté le pouvoir d'achat des ménages les plus pauvres. En outre, l'insécurité a conduit à des dysfonctionnements majeurs des marchés céréaliers et animaliers, et même à la fermeture de marchés et de certaines frontières internationales, ce qui a impacté à la fois sur les prix et sur la disponibilité des denrées de base sur les marchés. Les ménages agricoles représentent au Mali environ 68 pour cent de la population. L'analyse des résultats d'EFSA 2013 faite dans le Nord Mali montre qu'environ 3 sur 4 ménages (1, 300,000 personnes) sont vulnérables à l'insécurité alimentaire (sévère ou modérée).

La situation nutritionnelle était aussi alarmante: près de 4 enfants sur 10 de moins de 5 ans dans le sud souffraient de malnutrition chronique (retard de croissance), tandis qu'un enfant sur quatre dans le sud était malnutri. Elle était aussi très inquiétante chez les femmes enceintes et les enfants de moins de 5 ans avec un taux de prévalence de la Malnutrition Aiguë Global des enfants de 14.7 pour cent à Mopti (Enquête Démographique et de Santé EDS V), 12 pour cent à Gao et 12.4 pour cent Tombouctou (SMART 2012). Ces taux dépassent le seuil d'alerte de l'OMS fixé à 10 pour cent, nécessitant une intervention d'urgence. Les acteurs de la nutrition estimaient qu'en 2014 496,000 enfants de 6 à 59 mois souffriront de malnutrition aiguë globale (MAG), parmi lesquels 136,000 en malnutrition aiguë sévère (MAS) et 360,000 en malnutrition aiguë modérée (MAM).

Le conflit au Nord-Mali ainsi que les crises alimentaires et nutritionnelles ont eu un impact non négligeable sur les besoins en eau, hygiène et assainissement. Cela a notamment fragilisé les structures de gestion des systèmes d'adduction d'eau, les comités de gestion de points d'eau et les services techniques de l'Etat, limitant la capacité des communautés dans la maintenance et la gestion des infrastructures d'eau, des systèmes de collectes des déchets et des infrastructures dans les principales villes des régions du Nord.

La situation sanitaire était également très préoccupante et marquée par une importante morbidité et mortalité liée aux maladies transmissibles endémo épidémiques et aux maladies non transmissibles. Le conflit armé au nord du Mali a affecté le système de santé aussi bien dans les régions du nord que celles du sud. L'approvisionnement en soins de santé primaire s'est détérioré avec le départ du personnel de santé suite au conflit (seulement 19 pour cent des effectifs étaient présents en octobre 2013), au pillage et à la destruction des structures de santé et équipements médicaux. En octobre 2013, 294 structures de santé sur les 1, 581 que compte le Mali (soit 18,6 pour cent des structures répertoriées) ont été détruites ou partiellement endommagées : 26,3 pour cent soit 266 structures ont été partiellement endommagées, 1,77 pour cent soit 28 structures ont été complètement détruites et 93 pour cent des structures complètement détruites concernaient les régions du Nord. On estimait à environ 77 pour cent la part des structures de santé fonctionnelles dans les zones affectées par la crise, laissant ainsi environ 500,000 personnes sans accès régulier aux soins de santé de base.

Enfin, la durée prolongée du déplacement conjuguée aux mouvements croissants de retour a eu un impact important sur l'habitat dans les régions nord du Mali. En effet, de nombreuses maisons traditionnelles n'ont pu être entretenues du fait de l'absence de leurs propriétaires ou locataires tandis que certaines communautés hôtes ont eu, par faute d'abri, des difficultés à accueillir les personnes déplacées dans les régions nord.

## II. ZONES CIBLEES ET ETABLISSEMENT DE L'ORDRE DES PRIORITES

Les consultations auprès des agences chefs de file des clusters mentionnés ci-dessus et des Agences des Nations Unies ayant introduit des projets dans le SRP 2014 nous ont permis d'identifier les activités prioritaires suivantes :

Secteur	Activités prioritaires pour 2014
<b>Sécurité alimentaire</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>(Assistance alimentaire)</b> : le PAM avait un déficit de son pipeline de 127,000 Tonnes sur un total de 145,000 Tonnes requis en 2014, ne lui permettant de garantir une assistance alimentaire que jusque fin mars sous un régime de rations réduites. Une contribution du CERF a permis de rallonger pour quelques temps mais également de continuer le programme de traitement de la MAM. Avec le financement CERF sollicité, 130,955 bénéficiaires ont reçu un transfert monétaire pour couvrir leurs besoins alimentaires pendant trois mois. Chaque ménage a reçu 32,500 XOF (67,8 dollars E-U), soit l'équivalent de 6,500 XOF (13,5 dollars E-U) par personne.</li> <li>▪ <b>(Agriculture d'urgence)</b> : Grace au fond CERF, la FAO a assisté en 2014 près de 36,000 ménages en agriculture d'urgence, spécifiquement les ménages les plus vulnérables dans les zones IPC 3 à 5 ont bénéficié de cette assistance. Un appui important a été donné aux ménages situés dans les zones à haute vulnérabilité. Le financement CERF a également permis à la FAO d'appuyer la grande campagne agricole 2014 – 2015 au Mali.</li> </ul>
<b>Abris et biens non alimentaires</b>	Réhabilitation et construction d'abris temporaires et distribution de kits non alimentaires pour les retournés dans les régions du Nord du Mali.
<b>WASH</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Amélioration de l'accès WASH dans les centres de Nutrition pour 63,000 bénéficiaires parmi lesquels 9,000 enfants malnutris aigus sévères.</li> <li>▪ Répondre aux besoins WASH des populations du Nord et plus particulièrement des retournés.</li> </ul>
<b>Education</b>	Education en situation d'urgence pour 2,000 enfants dans les zones ciblées du Nord, avec un accent particulier sur les enfants non scolarisés et déscolarisés entre 10 et 12 ans.
<b>Nutrition</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Prise en charge de 37,179 enfants Malnutris Aigus Sévères et 480,000 en programmes de prévention (UNICEF)</li> <li>▪ Couverture des besoins de 27,111 enfants de 6 à 23 mois pendant 3 mois. Cela couvrira 27 pour cent des bénéficiaires prévus par le PAM au cours de cette période (la cible mensuelle étant de 100,000 enfants). La ration journalière complète est composée de 200g de Super Céréale Plus (CSB++) par enfant par jour (équivalent à un sachet de 1.5 kg par semaine), équivalent à un apport calorique de 787 kcal qui complètent le régime alimentaire habituel de l'enfant. Ainsi chaque mois, ce</li> </ul>

	<p>sont 4 sachets de CSB++ qui sont distribués aux enfants avec des messages clés de sensibilisation à la nutrition et à la santé pour les mères.</p>
<b>Protection</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Monitoring de Protection</li> <li>▪ Prévention, sensibilisation et prise charge des violences basées sur le genre (soutien au redémarrage des programmes de l'ONG Greffa dans les régions de Tombouctou et Kidal)</li> <li>▪ Profilage des zones de retour et suivi des retours dans environ 250 villages</li> <li>▪ Education au risque de mines et REG pour 350,000 personnes</li> <li>▪ Activités psychosociales pour les PDIs et les retournés</li> </ul>
<b>Santé</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Fourniture de soins d'urgence, de médicaments et de produits d'hygiène et salubrité</li> <li>▪ Prévention et lutte contre les épidémies (surveillance épidémiologique, vaccinations, activités WASH en milieu sanitaire)</li> <li>▪ Santé de la reproduction pour 120,047 femmes et la santé mentale</li> </ul>

### III. LE PROCESSUS CERF

Sur base des besoins et activités identifiés respectivement dans la Revue des Besoins Humanitaires (HNO) et dans le Plan de Réponse Stratégique 2014 (SRP), et après consultation avec l'Equipe Humanitaire Pays, les agences des Nations Unies impliquées dans la réponse aux Urgences et les agences chefs de file des clusters, nous avons défini une stratégie de priorisation qui repose méthodologiquement sur les critères suivants :

- **Identification des secteurs sous financés en 2013** : le CAP 2013 Mali étant globalement financé à 55 pour cent, nous avons considéré tous les secteurs financés à moins de 55 pour cent comme étant sous – financés, i.e. **Abris, WASH, Education, Nutrition, Protection et Santé**. Nous avons ainsi considéré ces secteurs comme prioritaires dans la présente requête CERF.
- **Inclusion du secteur «Sécurité Alimentaire»** avec les volets «**Agriculture d'Urgence**» et «**Assistance Alimentaire**». Bien que nous ayons pris note des instructions du Secrétariat CERF nous demandant de focaliser notre requête CERF sur l'assistance non alimentaire, il s'est avéré, après consultation avec l'Equipe Humanitaire Pays, que la situation alimentaire au Mali est très alarmante et qu'une contribution du Secrétariat CERF est indispensable. En effet, il était estimé que le Mali fera face à une diminution de 19 pour cent des récoltes par rapport à 2013, 9 pour cent par rapport à la moyenne quinquennale et 6 pour cent par rapport à la pire année – i.e. 2011-2012. Pour la campagne pastorale, des poches de déficits fourragers étaient à prévoir avec des couvertures de seulement 25 à 50 pour cent des besoins. Enfin, bien que le secteur de la Sécurité Alimentaire a été bien financé en 2013, le volet «Agriculture d'urgence» du cluster n'a été financé qu'à 9 pour cent.
- **Prise en compte des financements déjà reçus par Secteur pour 2014** : A ce jour, plusieurs secteurs d'activités ont reçu très peu de financements voir aucun. A titre d'exemple, les stocks de nourriture du PAM permettront d'assurer des distributions alimentaires jusqu'à la fin mars, en réduisant les rations de moitié en février et mars. Des fonds sont requis immédiatement pour maintenir leur pipeline et effectuer les achats nécessaires pour pouvoir continuer l'assistance après le mois de mars. De même pour la Nutrition avec à peine 16 pour cent des financements, l'EHA avec moins de 10 pour cent ou encore l'Éducation et la Santé en situation d'urgence, la Protection et les Abris. Pour le cas de la FAO, la grande campagne agricole semble compromise pour près de 200,000 ménages ciblés car aucun financement n'a été reçu ou promis.
- **Prise en compte de la proportion de financements par secteur demandé dans le SRP Mali 2014** : la clé de répartition adoptée pour ventiler les financements de la requête CERF auprès des différents secteurs a pris également en compte les proportions de financements demandés par chaque secteur dans le SRP afin d'être en ligne avec les besoins identifiés et l'approche stratégique choisie en 2014 (ex. : Sécurité alimentaire se situe à environ 50 pour cent du SRP 2014 – le requête CERF tendra dès lors à approcher les 50 pour cent pour ce secteur). A cela s'ajoute également dans la pondération la prise en considération du sous financement du cluster.

#### IV. RESULTATS ET VALEUR AJOUTEE DU FINANCEMENT CERF

**TABLE 4 : PERSONNES AFFECTEES ET BENEFICIAIRES DIRECTS PAR SECTEUR**

<i>Nombre total des personnes affectées par la crise : 3, 310,006</i>				
<b>Nombre total des personnes ayant bénéficié directement du financement CERF par groupe sectoriel/secteur</b>	<b>Groupe Sectoriel/Secteur</b>	<b>Femmes</b>	<b>Hommes</b>	<b>Total</b>
	Protection (UNICEF, HCR, OIM, UNFPA)	63,444	52,020	115,464
	Éducation (UNICEF)	1,066	1,030	2,096
	Santé (OMS, UNFPA, UNICEF)	1, 381,068	1, 052,488	2, 433,556
	Nutrition (UNICEF, PAM)	61,762	41,285	103,047
	Sécurité Alimentaire (PAM, FAO)	71,096	59,859	130,955
	Abris (OIM, HCR).	7,072	3,642	10,714
	WASH (UNICEF, OIM).	22,176	20,286	42,462

#### **ESTIMATION DES BENEFICIAIRES**

Le comité inter agences de reporting du CERF a analysé les différents projets financés par le fonds CERF afin de déterminer la meilleure façon de faire le comptage des bénéficiaires. A la lumière de cette analyse, le comité a retenu le système de comptage cumulatif des bénéficiaires atteints par chaque projet.

Ce système comporte des risques de double comptage, principalement articulé autour d'un projet 14-UFE-WHO-020 Santé. Ce projet, visant notamment à renforcer les capacités des centres de santé au Nord, peut accueillir également des personnes bénéficiant d'autres projets du CERF. Un même enfant peut, par exemple, bénéficier de soins de santé via ce projet et être vacciné via le projet de l'UNICEF 14-UFE-CEF-042 Santé. Bien que ce risque existe, le comité a préféré opter pour le comptage cumulatif pour mettre en avant la spécificité des bénéficiaires touchés par les autres projets dans des secteurs et zones géographiques spécifiques et souvent distinctes comme le projet UNICEF 14-UFE-CEF-041 Nutrition.

**TABLE 5: NOMBRE DE PERSONNES AYANT BENEFICIES DIRECTEMENT DU FINANCEMENT DU CERF**

	<b>Planifié</b>	<b>Atteint (estimation)</b>
<b>Femmes</b>	1,750,943	1,506,431
<b>Hommes</b>	1,546,036	1,315,690
<b>Nombre total de personnes (hommes et femmes)</b>	3,296,978	2,822,121
<b>Y compris, enfants de moins de 5 ans</b>	894,384	738,491

## RESULTATS DU FINANCEMENT CERF

Globalement, le fond CERF a pu atteindre environ 3 millions de bénéficiaires sur une prévision de 3,3 millions personnes. Le gap laissé pour les 300,000 personnes est dû à plusieurs facteurs notamment l'insécurité, le déplacement des populations (nomadisme), les difficultés d'accès à certaines zones. Pour certains projets comme la santé chez l'UNICEF, il existe un écart important entre la cible prévue et la cible atteinte pour les enfants de 0 à 5 vaccinés, cela s'explique du fait que le projet avait pris comme cible tous les enfants de 0 à 5 ans des régions Tombouctou, Gao et Kidal. Dans la pratique sur le terrain, la population cible est difficile à maîtriser à cause des déplacées internes et externes, les habitudes de la population comme le nomadisme. De plus certaines zones n'ont pas pu être couvertes par les agents vaccinateurs à cause de l'insécurité. Par contre la majorité des autres projets ont pu atteindre les résultats prévus malgré les difficultés d'accès humanitaire dans le nord du pays.

## VALEUR AJOUTEE DU FINANCEMENT CERF

### a) Les financements du CERF ont-ils permis de fournir rapidement une assistance aux bénéficiaires?

OUI  EN PARTIE  NON

Les financements du CERF ont permis, sans aucun doute, de fournir une assistance aux bénéficiaires (voir fiches projets). Le critère de «rapidité» est toutefois discutable vu la lourdeur de la procédure d'élaboration de la requête. En effet, la disponibilité des 11.5 millions de dollars a été annoncée en janvier 2014, suite à quoi il a fallu élaborer une note de priorisation suivie, après feedback du Secrétariat CERF, de la rédaction des propositions CERF. Les confirmations et décaissements ont eu lieu en avril/mai, c'est-à-dire environ 4 mois après l'identification et la priorisation des besoins. Enfin, la durée d'implémentation des projets (entre mai et décembre 2014) a été jugée trop courte par les agences.

### b) Les financements du CERF ont-ils favorisé la réponse aux besoins les plus urgents<sup>1</sup>?

OUI  EN PARTIE  NON

Grace au fonds CERF les groupes les plus vulnérables, en particuliers les enfants et les femmes, dans les régions les plus affectées par le conflit ont pu accéder à des services de base dans le domaine de la santé, nutrition, éducation, protection et WASH. Des milliers d'enfants et de femmes ont ainsi pu être vaccinés contre les maladies préventives et recevoir une prise en charge pour malnutrition aiguë sévère. Des milliers d'enfants ont aussi pu bénéficier de matériels scolaires et aller à l'école dans les régions du nord. Dans le domaine de la protection, 100 pour cent des victimes des REG ont accès à la prise en charge. Enfin, des milliers de familles ont pu bénéficier de paquets WASH à domicile et ont pu fréquenter des centres de santé offrant des services de qualité grâce aux paquets WASH financés par les fonds CERF.

De nombreuses maisons ont été endommagées lors de la crise dans le nord du Mali, en raison des pillages, des combats et du manque d'entretien dû au déplacement forcé des propriétaires. Grâce au financement CERF, on a pu appuyer l'accès à un abri et aux biens non alimentaires d'urgence des populations retournées, rapatriées et non déplacées des régions de Tombouctou et Gao. 500 ménages de Tombouctou et 500 ménages de vulnérables de Gao ont reçu un kit d'articles élémentaires et ménagers (NFI) et 200 ménages vulnérables ont reçu des tentes à Gao comme abris transitoires.

### c) Les financements du CERF ont-ils favorisé la mobilisation d'autres financements?

OUI  EN PARTIE  NON

Les projets financés par le CERF ont permis la mobilisation d'autres sources de financement. L'ensemble des projets CERF a bénéficié, suite à l'allocation CERF, d'autres financements.

Il est difficile de répondre à cette question de manière directe. La plupart des bailleurs traditionnels exigeant ou préférant financer des projets cofinancés, permet de penser que l'acquisition de fonds CERF a contribué à répondre à cette exigence et par conséquent favoriser la mobilisation de ressources additionnelles. C'est le cas notamment du projet 'protection de l'UNICEF' dont l'intervention était budgétisée à 1,3 million, il a reçu d'abord 150,000 de CERF, et a pu mobiliser le reste par la suite.

---

<sup>1</sup> Par réponse aux besoins les plus urgents, référence est faite aux actions nécessaires, rapides et limitées dans le temps et aux ressources requises afin de minimiser les pertes de vies humaines additionnelles et les dommages aux biens sociaux et économiques (ex vaccination d'urgence, contrôle d'une invasion de criquets, etc.).



**d) Le CERF a-t-il amélioré la coordination au sein de la communauté humanitaire?**

OUI  EN PARTIE  NON

Le Mali avait déjà une structure de coordination humanitaire efficace avant l'allocation CERF (i.e. Existence d'une Equipe Humanitaire Pays, de clusters, etc.). De plus, l'Equipe Humanitaire Pays et les Clusters avaient développé un SRP qui contenait une stratégie claire articulée autour de projets coordonnés permettant de répondre aux besoins les plus urgents identifiés sur le terrain. L'allocation CERF a toutefois permis de renforcer cette coordination via notamment le projet conjoint FNUAP/OMS qui a permis une concertation et une mise en œuvre commune des activités. Aussi le processus de consultation et de suivi évaluation a été fait en inter agence, les ONGs et les services étatiques, ce qui a pu renforcer la coordination entre acteurs UN et non UN (surtout les ONGs)

**e) Le cas échéant, veuillez expliquer d'autres aspects de la valeur ajoutée à la réponse humanitaire par le financement CERF**

Le financement CERF a complété les interventions financées par d'autres sources de financement et a permis ainsi de couvrir des gaps importants.

Oui, les secteurs ont continuer le travail avec les fonds autres que le CERF après que CERF ait été utilisé pour commencer les activités, par exemple selon UNFPA, le fond CERF lui a permis de faire un pré positionnement rapide des kits dans toutes les zones d'intervention, d'engager les premiers contrats et de démarrer les activités. Pour l'UNICEF, des secteurs importants sous financés ont bénéficié du fond CERF pour combler les gaps de façon rapide.

## V. ENSEIGNEMENTS TIRES

**TABLE 6: OBSERVATION POUR LE SECRETARIAT DU CERF**

Enseignements Tirés	Suggestions De Suivi/Amélioration	Entité Responsable
Le volet « suivi/évaluation » des projets CERF est minime et n'occupe pas une place centrale dans l'ensemble des requêtes	Renforcer la composante « Suivi / Evaluation » via, par exemple, l'inclusion d'un pourcentage commun à tous les projets afin d'effectuer une évaluation commune à tous les projets en fin de processus. Les attentes du Secrétariat CERF en termes de Suivi/Evaluation sont également à clarifier.	Secrétariat CERF et Agences Lead
Certaines parties du Template « reporting » sont à améliorer et à mettre en concordance avec le Template du « proposition » Exemples : a) le tableau des bénéficiaires planifiés/atteints, contient des titres inappropriés ; b) Il est demandé dans le reporting de fournir un chiffre des bénéficiaires planifiés/atteints par secteur alors que ce n'était pas demandé dans la proposition	Améliorer la qualité du templet tant au niveau de la proposition que du rapport final (ex. demander d'identifier, dans la proposition, les bénéficiaires par secteur d'activité pour faciliter le rapportage en fin de processus.)	Secrétariat CERF
Améliorer la visibilité du financement CERF	Clarifier les modalités de visibilité du financement CERF (ex. insertion de logos, etc.)	Secrétariat CERF
Les guidelines du reporting sont en anglais	Traduire les guidelines en français	Secrétariat CERF
Le timing du décaissement auprès des partenaires ou mise en œuvre des activités devraient tenir compte du contexte et objectif du projet (ex. dans le cas de certains projets UNICEF les fonds CERF ont été utilisés pour compléter d'autres financements devant être dépensés dans un délai très strict. Les fonds CERF ont quant à eux été utilisés pour les périodes ne pouvant pas être couverts par les autres fonds. Cette complémentarité a permis d'offrir des services aux populations sur une plus longue durée et de manière plus complète.	Maintenir une flexibilité au niveau de l'utilisation des fonds CERF par les agences, de manière à s'adapter au contexte propre à chaque secteur et programmes	

**TABLE 7: OBSERVATIONS POUR L'EQUIPE DE PAYS**

Enseignements Tirés	Suggestions De Suivi/Amélioration	Entité Responsable
Le volet « suivi/évaluation » des projets CERF est minime et n'occupe pas une place centrale dans l'ensemble des requêtes	Renforcer la composante « Suivi / Evaluation » via, par exemple, l'inclusion d'un pourcentage commun à tous les projets afin d'effectuer une évaluation commune à tous les projets en fin de processus. Les attentes du Secrétariat CERF en termes de Suivi/Evaluation sont également à clarifier.	EHP
Certains points focaux CERF n'étaient pas assez formés aux guidelines CERF	Prévoir des séances de formation pour les points focaux CERF des agences	OCHA
Renforcer le système de rapportage par les agences bénéficiaires.	Fournir le rapport à temps suivant les directives	EHP et OCHA

## VI. RESULTATS DES PROJETS

TABLE 8: LES RESULTATS DU PROJET				
<b>CERF project information</b>				
1. Agence:	UNICEF	5. Période de mise en œuvre du projet CERF:	09.04.14 – 31.12.14	
2. Code du projet CERF:	14-UFE-CEF-044	6. Statut du projet CERF	<input type="checkbox"/> En cours	
3. Groupe sectoriel/Secteur:	Protection		<input checked="" type="checkbox"/> Achevé	
4. Titre du projet:	Éducation aux risques des Restes Explosif de Guerre: Contribution à la sécurisation des populations au Mali			
7. Financement	a. Budget Total du Projet : US\$ 1,301,760		d. Fonds CERF transmis aux partenaires d'exécution : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ - Partenaires ONG et Croix Rouge/Croissant Rouge : US\$ 82,063</li> <li>▪ - Partenaires gouvernementaux : \$ 59, 572</li> <li>▪ Autres partenaires :</li> </ul>	
	b. Montant total du financement reçu pour le projet : US\$ 564,614			
	c. Montant reçu du CERF : US\$ 150,000			
<b>Résultats Obtenus</b>				
8. Nombre total de personnes ayant <u>bénéficié directement</u> du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et ans).				
Nombre de Bénéficiaires Directs		Ciblés	Atteints	Commentaires
a. Femmes/Filles		175,100	26,327	Il y a eu surestimation des cibles au moment de planification. La cible planifiée correspond à celle du projet globale budgétisé a 1.3 million. La cible atteinte sous la colonne 'atteints' correspond à la proportion des cibles atteintes financés uniquement par les fonds CERF. UNICEF confirme les chiffres mentionné dans le tableau.
b. Hommes/Garçons		175,200	26,465	
c. Nombre total de personnes (femmes + hommes):		350,300	52,792	
a. Enfants de moins de 5ans		-	-	
9. Objectif initial du projet CERF selon la proposition approuvée				
Réduire l'exposition à la menace des restes de mines / explosifs de guerre (REG) et d'armes légères et de petits calibres (ALPC) des populations affectées, les déplacés et retournés, par la mise en œuvre d'une campagne de sensibilisation aux dangers des mines/REG. Apporter une assistance aux victimes des mines/REG, en priorisant les enfants et les femmes.				
10. Résultats initiaux attendus selon la proposition CERF approuvée				
<b>Activités</b>	<b>Résultats</b>	<b>Indicateurs</b>		
Production de matériel de diffusion	450.000 Dépliants, 2.200 guides, 13.500 Affiches, 350 banderoles produits à fin Mars 2014	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de matériel produit et distribué</li> </ul>		

Formations des formateurs, superviseurs et partenaires dans les régions de Gao, Tombouctou et Kidal.	40 Formateurs et 80 Superviseurs pour Gao, 20 Formateurs et 40 Superviseurs pour Kidal, 40 formateurs et 80 superviseurs pour Tombouctou formés d'ici juin 2014.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de personnes formées (Formateurs et superviseurs).</li> <li>• Nombre de séances de formation organisées par les bénéficiaires des Training of trainer</li> <li>• Nombre de personnes atteintes par les sensibilisateurs.</li> </ul>
Amélioration de la collecte, gestion et partage d'information	Un rapport statistique REG est compilé et partagé à chaque fin du mois	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de rapports produits à la fin du projet</li> <li>• Complétude des données fournies</li> </ul>
Prise en charge des victimes	100 pour cent des victimes des REG ont accès à la prise en charge.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre des victimes ayant bénéficiés de la prise en charge (y compris la réinsertion)</li> </ul>
Appui à la mise en place d'un système national de surveillance des accidents	Les points focaux communautaires maîtrisent la stratégie de communication sur le danger liés aux REG et sont capable de faire le suivi communautaire dans le cadre du Projet pilote NISS à Bamako et Mopti en fin 2014 (National Injury Surveillance System : NISS)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les sensibilisateurs et points focaux communautaires initiés à l'identification et reporting des cas dans le cadre du NISS</li> </ul>

#### 11. Résultats obtenus à l'aide du financement CERF

##### **Résultat 1 : 450.000 Dépliants, 2.200 guides, 13.500 Affiches, 350 banderoles produits à fin Mars 2014**

###### **Statut : Complètement atteint**

Les matériels de diffusion/ sensibilisation ont été produits conformément aux prévisions (450.000 Dépliants, 2.200 guides, 13.500 Affiches, 35 banderoles) et mis à la disposition des partenaires dès le mois de Mai 2014. Ces supports ont contribué à sensibiliser environ 319.172 personnes dont 50 pour cent d'enfants et jeunes dans les régions de Ségou (Cercle de Niono), Mopti, Gao, Tombouctou et Kidal. Environ 65 pour cent de ce chiffre a été réalisé dans les régions de Gao et Tombouctou tandis que suite à l'insécurité seulement environ 5.800 personnes soit environ 2 pour cent du chiffre global ont été touchées dans la région de Kidal.

##### **Résultats 2 : 40 Formateurs et 80 Superviseurs pour Gao, 20 Formateurs et 40 Superviseurs pour Kidal, 40 formateurs et 80 superviseurs pour Tombouctou formés d'ici juin 2014.**

###### **Statut : Complètement atteint**

Quatre (4) sessions de formation ont regroupé au total 196 acteurs dans les régions de Gao et Tombouctou. La session de Gao a réuni 115 personnes de Gao dont 23 Femmes et 77 hommes originaires de Gao et 15 hommes venant de la région de Kidal ou l'équipe de n'a pas pu se rendre pour des raisons sécuritaires. Les 2 premières sessions destinées aux formateurs ont regroupé les représentants des structures de l'Etat (DRPFEF, DRDSES, DRPC, DRS, Académie d'Enseignement, Provisorat, SLPFEF, SDES) et des ONGs, tandis que les deux autres sessions à l'attention des sensibilisateurs ont réuni les enseignants, les communicateurs traditionnels, les associations de femmes et de jeunes, les animateurs des ONG, les élus locaux, les leaders religieux, les chefs de village et de quartier. Les autres sessions de formation ont réuni respectivement 81 personnes (20 femmes et 61 hommes) à Tombouctou, 86 personnes (33 Femmes et 53 hommes) à Ségou et 27 personnes / hommes dans la région de Mopti.

##### **Résultat 3 : Un rapport statistique REG est compilé et partagé à chaque fin du mois**

###### **Statut : Complètement atteint**

Les supports de sensibilisation ont été mis à la disposition des partenaires qui ont fourni des rapports statistiques à la fin de chaque mois selon les orientations et outils de rapportage développés par le Groupe de Travail Lutte Anti mine humanitaire (GTLAM). Les différents rapports des partenaires sont compilés par l'UNICEF dans une matrice consolidée qui est partagée avec tous les membres du Groupe de travail.

D'autres ont été distribués à l'issue des séances de formation aux associations à base communautaire ou des leaders locaux qui n'avaient pas toujours les moyens logistiques et capacités techniques à rapporter systématiquement les résultats de leur travail en communauté.

##### **Résultats 4 : 100 pour cent des victimes des REG ont accès à la prise en charge.**

**Résultat 5 :** Les points focaux communautaires maîtrisent la stratégie de communication sur le danger liés aux REG et sont capable de faire le suivi communautaire dans le cadre du Projet pilote NISS à Bamako et Mopti en fin 2014 (National Injury Surveillance System : NISS)

###### **Statut : Pas atteints**

Les ressources reçues n'ont pas permis de développer des activités de prises en charge des victimes des REGs ainsi que l'appui à la mise en place du Système National de Surveillance des accidents (NISS)

Les acteurs ont dû mobiliser d'autres ressources complémentaires pour atteindre ces résultats étant donné que les ressources reçues du CERF n'ont pu couvrir qu'à la production de matériel de sensibilisation et une partie des formations.

12. En cas de différence significative entre les résultats attendus et atteints, merci d'en expliquer les raisons:	
Le résultat 5 n'a pas été atteint. En effet, la mise en place d'un Système National de surveillance des accidents (NISS) dépendait d'une coordination entre des services clés du Gouvernement ( Protection Civile, Santé, Police) qu'il n'a pas été possible d'obtenir pour la période couverte par le projet. En effet, l'engagement politique et financier attendu de la part du partenaire gouvernemental n'a pas été suivi d'actions concrètes telles que la création d'une structure nationale responsable de la mise en place et opérationnalisation du système. De plus, les contributions des partenaires humanitaires devaient se limiter au lancement du système et les premières étapes de mise en œuvre. Le nombre des bénéficiaires directes atteints se base sur la contribution CERF. Le nombre des bénéficiaires prévus repose sur l'ensemble des contributions. C'est ce qui explique la différence entre le nombre attendu de bénéficiaires et le nombre atteint pas CERF.	
13. Les activités financées par le CERF font-elles partie d'un projet SRP muni d'un code IASC marqueur de genre? Dans sa configuration, l'intervention a touché équitablement les femmes, les hommes, les filles et les garçons, en considération de son objectif initial, qui était celui de toucher environ 50 pour cent d'enfants.	OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>
<b>Si 'Oui', quel est le code (0, 1, 2a, ou 2b) : 2b</b> <b>Si 'Non' (ou si le code est 1 ou 0):</b>	
14. Evaluation: Ce projet a-t'il été évalué ou il y a-t-il une évaluation en cours?	ÉVALUATION EFFECTUEE <input type="checkbox"/>
Aucune évaluation formelle n'a encore été réalisée sur le projet. Elle se fera dans le cadre de suivi global des activités d'Education aux risques des Restes Explosif de Guerre prévue dans le premier semestre 2015 avec les partenaires du Gouvernement et le Groupe de Travail Lutte Anti Mine Humanitaire (LAMH). Les conclusions de l'évaluation seront partagées avec CERF.	EVALUATION EN COURS <input type="checkbox"/>
	AUCUNE EVALUATION PREVUE <input checked="" type="checkbox"/>

**TABLE 8: LES RESULTATS DU PROJET**

CERF project information			
1. Agence:	UNICEF	5. Période de mise en œuvre du projet CERF:	09.04.14 – 31.12.14
2. Code du projet CERF:	14-UFE-CEF-043	6. Statut du projet CERF	<input type="checkbox"/> En cours
3. Groupe sectoriel/Secteur:	Éducation		<input checked="" type="checkbox"/> Achevé
4. Titre du projet:	Appui à l'intégration dans le système formel de 2,000 filles et garçons non scolarisés et déscolarisés du fait du conflit dans les régions de Gao, Tombouctou et Kidal		
7. Financement	a. Budget Total du Projet :	US\$ 9, 665,293	d. Fonds CERF transmis aux partenaires d'exécution :
	b. Montant total du financement reçu pour le projet :	US\$ 1, 507,381	▪ - Partenaires ONG et Croix Rouge/Croissant Rouge : US\$ 308,318
	c. Montant reçu du CERF :	US\$ 427,351	▪ - Partenaires gouvernementaux : 0 US\$
Résultats Obtenus			
8. Nombre total de personnes ayant <u>bénéficié directement</u> du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et ans).			
<i>Nombre de Bénéficiaires Directs</i>	<i>Ciblés</i>	<i>Atteints</i>	<i>Commentaires</i>
a. Femmes/Filles	1,000	1,066	Pas de commentaire
b. Hommes/garçons	1,000	1,030	
c. Nombre total de personnes (femmes + hommes):	2,000	2,096	
a. Enfants de moins de 5ans	-	-	
9. Objectif initial du projet CERF selon la proposition approuvée			
Favoriser l'accès à un programme passerelle pour 2,000 filles et garçons déscolarisés ou non scolarisés du fait du conflit leur permettant de réintégrer le système scolaire formel dans les régions de Gao, Tombouctou et Kidal Le projet ciblera 500 filles et garçons de la région de Kidal, 750 filles et garçons de Gao et 750 filles et garçons de Tombouctou			
10. Résultats initiaux attendus selon la proposition CERF approuvée			
<u>Résultats escomptés</u>			
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un programme adapté est adopté et sert pour l'apprentissage accéléré/classe passerelles</li> <li>• 40 enseignants sont identifiés et formes sur le programme et la protection des enfants en milieu scolaire</li> <li>• Des matériels d'apprentissages et d'enseignements sont acquis et distribues a 2,000 filles et garçons et 40 enseignant(e)s</li> <li>• 40 Espaces d'Apprentissage Temporaires sont mis en place et équipées en mobiliers scolaires (tables bancs pour élèves, chaises et tables pour enseignants, tableaux chevalets)</li> <li>• 2,000 filles et garçons ont accès à un apprentissage accéléré leur permettant de réintégrer le système scolaire formel</li> </ul>			
<u>Indicateurs</u>			
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le programme adapte est disponible (Oui/Non)</li> <li>• Nombre d'enseignant(e) (Hommes/Femmes) formé(e)s sur le programme</li> <li>• Nombre d'enseignants (Hommes/Femmes) et d'élèves (Filles/Garçons) recevant du matériel d'apprentissage et d'enseignement</li> <li>• Nombre de salles de classes réparés et équipées</li> <li>• Nombre d'élèves (Filles/Garçons) intégrés dans le système formel</li> </ul>			

11. Résultats obtenus à l'aide du financement CERF	
Résultats atteints :	
<p><b>1) Un programme d'apprentissage adapté aux besoins des enfants est disponible :</b>  Courant mai 2014, le programme d'apprentissage accéléré d'urgence a été élaboré sur la base de la stratégie de scolarisation accélérée/passarelle (SSAP) avec la collaboration du Ministère de l'Education Nationale, les membres du cluster éducation (NRC, IRC, Save the Children et UNICEF) et le secrétariat permanent de la SSAP. Ce programme a été conçu pour assurer des apprentissages en faveur des enfants déscolarisés et non scolarisés de 9 à 12 ans du fait du conflit sur une période de 22 semaines à raison de 6 jours par semaine.</p>	
<p><b>2) 75 enseignants dont 59 hommes et 16 femmes ont été formés sur le programme :</b>  Au total, 75 enseignants ont été identifiés et recrutés dans les localités bénéficiaires sur la base de critères prédéfinis: sortant des institut de formation des maitres (IFM), titulaire d'un diplôme de Baccalauréat ou de brevet de technicien avec 2 ans d'expérience dans l'enseignement ou d'un Diplôme d'Etude Fondamentale avec 3 ans d'expérience. Ces enseignants ont été formés sur les modules suivants: transcription de la langue nationale du milieu, la didactique des disciplines en langue nationale et en français, les techniques de remplissage des différents registres. Pour la mise en œuvre de ce programme, l'encadrement a été assuré par un enseignant pour 30 filles et garçons en moyenne du fait du temps imparti aux apprentissages.</p>	
<p><b>3) 75 enseignants (Hommes/Femmes) et 2,096 élèves (Filles/Garçons) ont bénéficié de matériel d'apprentissage et d'enseignement :</b>  Des kits scolaires et des manuels scolaires ont été distribué à 2,096 élèves et du matériel pédagogique aux 75 enseignants.</p>	
<p><b>4) 52 salles de classes ont été réparées et équipées :</b>  52 salles de classes dans les régions de Gao et Tombouctou ont été réparées et équipées de mobiliers scolaires pour faciliter la réintégration des enfants ayant participé au programme d'apprentissage accéléré dans les écoles formelles.</p>	
<p><b>5) 2007 enfants (1045 garçons et 962 filles) intégrés dans le système formel :</b>  Au total, 2007 filles et garçons ont été réintégrés dans le système formel de la 2<sup>e</sup> à la 5<sup>e</sup> année en fonction de leur niveau suite aux évaluations des apprentissages conduits par les conseillers pédagogiques des CAP concernés dans les régions de Mopti, Gao et Tombouctou. Ce programme a permis de récupérer des enfants qui avaient abandonné la scolarisation du fait du conflit et des déplacements. En fonction de leur niveau après les évaluations des apprentissages, ces 2007 filles et garçons ont été réintégrés dans les écoles d'accueil. Des cas d'abandons d'environ 89 enfants ont été enregistrés u fait de l'hivernage propice aux travaux champêtres et au manque de cantines scolaires.</p>	
12. En cas de différence significative entre les résultats attendus et atteints, merci d'en expliquer les raisons:	
Tous les résultats ont été atteints	
13. Les activités financées par le CERF font-elles partie d'un projet SRP muni d'un code IASC marqueur de genre?	OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>
<b>Si 'Oui', quel est le code (0, 1, 2a, ou 2b): 2a</b> <b>Si 'Non' (ou si le code est 1 ou 0):</b>	
14. Evaluation: Ce projet a t'il été évalué ou il y a une évaluation en cours?	ÉVALUATION EFFECTUEE <input type="checkbox"/>
Une évaluation du programme d'apprentissage accéléré d'urgence initiée en partie dans le cadre du financement du CERF est en cours. Dès que disponible (prévue pour la fin du mois de mars 2015), le rapport sera partagé avec le secrétariat du CERF via le bureau de OCHA au Mali. Cette évaluation prend en compte la mesure des acquis en français et en mathématiques des filles et garçons ayant participé au programme ainsi que l'analyse du déroulement du programme.	EVALUATION EN COURS <input checked="" type="checkbox"/>
	AUCUNE EVALUATION PREVUE <input type="checkbox"/>

**TABLE 8: LES RESULTATS DU PROJET**

CERF project information			
1. Agence:	UNICEF	5. Période de mise en œuvre du projet CERF:	17.04.14 – 31.12.14
2. Code du projet CERF:	14-UFE-CEF-042	6. Statut du projet CERF	<input type="checkbox"/> En cours
3. Groupe sectoriel/Secteur:	Santé		<input checked="" type="checkbox"/> Achevé
4. Titre du projet:	Réponse intégrée à la crise dans le nord du Mali (Santé)		
7. Financement	a. Budget Total du Projet :	US\$ 5,757,500	d. Fonds CERF transmis aux partenaires d'exécution : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ - Partenaires ONG et Croix Rouge/Croissant Rouge : US\$ 0</li> <li>▪ - Partenaires gouvernementaux : US\$ 327,150</li> </ul>
	b. Montant total du financement reçu pour le projet :	US\$ 349,986	
	c. Montant reçu du CERF :	US\$ 349,986	
Résultats Obtenus			
8. Nombre total de personnes ayant <u>bénéficié directement</u> du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et ans).			
<i>Nombre de Bénéficiaires Directs</i>	<i>Nombre de Bénéficiaires Directs</i>	<i>Nombre de Bénéficiaires Directs</i>	<i>Nombre de Bénéficiaires Directs</i>
a. Femmes	284,630	199,635	Il existe un écart important entre la cible prévue et la cible atteinte pour les enfants de 0 à 5 vaccinés, cela s'explique du faite que nous avons pris comme cible tous les enfants de 0 à 5 ans des régions Tombouctou, Gao et Kidal. Dans la pratique sur le terrain la population cible est difficile à maitriser à cause des déplacées internes et externes, les habitudes de la population comme nomadisme. De plus certaines zones n'ont pas pu être couvertes par les agents vaccinateurs à cause de l'insécurité.
b. Hommes	164,583	85,859	
c. Nombre total de personnes (femmes + hommes):	449,212	285,477	
a. Enfants	329,165	171,717	
9. Objectif initial du projet CERF selon la proposition approuvée			
Assurer les campagnes de vaccinations dans les Régions du nord dans le cadre de la réponse santé a l'urgence en ciblant les populations dans les zones affectées par le conflit et qui n'auront pas autrement l'accès aux services d'immunisation contre les maladies préventives.			
10. Résultats initiaux attendus selon la proposition CERF approuvée			
<b>a) Activités</b>	<b>(C) Réalisations escomptées et indicateurs</b>		
• Élaborer le micro-plan de la campagne	• Tous les 13 districts disposent d'un micro-plan validé		
• Organiser des journées d'information	• Tous les 13 districts organisent des journées d'information avant la campagne (émissions radio, réunions avec les leaders communautaires : hommes, femmes, jeunes)		
• Assurer la mise en place des vaccins, les matériels d'injection et autres	• Tous les 13 districts reçoivent les vaccins, les matériels d'injection et autres ressources au moins une semaine avant le début de la campagne.		



ressources	
Organiser la campagne intégrée dans les 13 districts des régions du nord	<ul style="list-style-type: none"> <li>Tous les 13 districts du nord bénéficient le financement pour un passage de la campagne intégrée</li> <li>Au moins 80 pour cent des enfants de 0-5 ans reçoivent les antigènes du PEV de routine</li> <li>Au moins 80 pour cent des femmes enceintes bénéficient de la vaccination contre le tétanos</li> </ul> <p>NB : Normalement l'UNICEF vise à arriver à vacciner 95 pour cent de la pop cible, mais compte tenu de la situation des déplacés qui ne sont pas de retour, nous avons décidé de cibler 80 pour cent.</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Assurer le rapportage et le suivi de la campagne</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Tous les 13 districts envoient les rapports de vaccination au niveau national</li> </ul>

#### 11. Résultats obtenus à l'aide du financement CERF

##### **Résultat.1 : Tous les 13 districts disposent d'un micro-plan - complètement atteint.**

Les équipes de la Direction nationale et l'UNICEF ont accompagné le processus de micro planification de la campagne pour 13 districts sanitaires, l'activité s'est déroulée à Bamako, les 13 micros plans étaient disponibles au moins un mois avant le début de la campagne.

##### **Résultat.2 : Tous les 13 districts organisent des journées d'information avant la campagne (émissions radio, réunions avec les leaders communautaires : hommes, femmes, jeunes) - complétement atteint.**

Tous les 13 districts ont organisé des journées d'informations avant la campagne (émissions radio, réunions avec les leaders communautaires : hommes, femmes, jeunes).

Au moins une semaine avant le début de la campagne, des journées d'information ont été organisées au niveau de chaque district sanitaire. Ces différentes sessions ont eu pour but d'informer les responsables et de les sensibiliser en vue de leur adhésion et leur implication pour la réalisation de la campagne. Les radios de proximité ont été utilisées pour la diffusion des messages et les émissions préparées par les équipes socio – sanitaires. Au niveau des villages, la diffusion de l'information a été renforcée par l'utilisation des canaux traditionnels de communication (crieurs publics, griots...) et une personne (mobilisateur de proximité) a été désignée pour appuyer les équipes de vaccination. Pour des raisons de sécurité, la campagne a été réalisée dans la région de Kidal 4 mois après celle des Régions de Tombouctou et Gao, la vaccination proprement dite s'est déroulée sur sept jours.

##### **Résultat.3 : Tous les 13 districts reçoivent les vaccins, les matériels d'injection et autres ressources au moins une semaine avant le début de la campagne - complètement atteint.**

Tous les 13 districts ont été approvisionnés en vaccin et matériels d'injections 10 jours avant le début de la campagne. les camions de la Direction nationale de la sante et les transporteurs privés ont assuré la mise en place des vaccins et du matériel d'injection.

##### **Résultat 4 : Tous les 13 districts du nord bénéficient le financement pour un passage de la campagne intégrée complètement atteint**

Les fonds ont été transférés dans le compte de la Direction nationale de la santé le 15 juillet 2014 qui a transféré les fonds aux 13 districts et les activités ont commencé le 15 Aout 2014 soit presque un mois avant le début de la campagne. Les fonds.

##### **Résultat.5 : Au moins 80 pour cent des enfants de 0-5 ans reçoivent les antigènes du PEV de routine - partiellement atteint**

52 pour cent des enfants de 0- 5 ans des Région de Tombouctou, Gao et Kidal ont bénéficié des antigènes retenus dans le programme de vaccination au Mali en fonction de leur âge.

##### **Résultat .6 : Au moins 80 pour cent des femmes enceintes bénéficient de la vaccination contre le tétanos - complètement atteint**

94.8 pour cent des femmes enceintes et celles en âges de procréer ont été vaccinées contre le tétanos.

##### **Résultat 7 : Tous les 13 districts envoient les rapports de vaccination au niveau national - complètement atteint**

Les rapports de vaccinations des 13 districts sont disponibles au niveau national, les Direction régionales de la santé ont assuré la compilation des rapports des districts et l'envoient au niveau national.

#### 12. En cas de différence significative entre les résultats attendus et atteints, merci d'en expliquer les raisons:

Pour le résultat. 5 : Il existe un écart important entre la cible prévue et la cible atteinte pour les enfants de 0 à 5 vaccinés, cela s'explique du faite que nous avons pris comme cible tous les enfants de 0 à 5 ans des régions Tombouctou, Gao et Kidal. Dans la pratique sur le terrain la population cible est difficile à maitriser à cause des déplacées internes et externes, les habitudes de la

<p>population comme nomadisme. De plus certaines zones n'ont pas pu être couvertes par les par les agents vaccinateurs à cause de l'insécurité.</p>	
<p>13. Les activités financées par le CERF font-elles partie d'un projet SRP muni d'un code IASC marqueur de genre?</p>	<p>OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/></p>
<p><b>Si 'Oui', quel est le code (0, 1, 2a, ou 2b):</b> <b>Si 'Non' (ou si le code est 1 ou 0): 1</b></p>	<p>La vaccination contre le tétanos n'a concernées que les femmes enceintes et non enceinte (pas les hommes). Par ailleurs, tous les enfants de 0 à 5 ans sans distinctions de sexe ont été vaccinés</p>
<p>14. Evaluation: Ce projet a t'il été évalué ou il y a-t-il une évaluation en cours?</p>	<p>ÉVALUATION EFFECTUEE <input type="checkbox"/></p>
<p>La campagne n'a pas fait l'objet d'une évaluation, cependant le monitoring indépendant a été effectué.</p>	<p>EVALUATION EN COURS <input type="checkbox"/></p>
	<p>AUCUNE EVALUATION PREVUE <input checked="" type="checkbox"/></p>

**TABLE 8: LES RESULTATS DU PROJET**

CERF project information			
1. Agence:	UNICEF	5. Période de mise en œuvre du projet CERF:	09.04.14 – 31.12.14
2. Code du projet CERF:	14-UFE-CEF-041	6. Statut du projet CERF	<input type="checkbox"/> En cours
3. Groupe sectoriel/Secteur:	Nutrition		<input checked="" type="checkbox"/> Achevé
4. Titre du projet:	Réponse à l'urgence nutritionnelle au Mali à travers la prise en charge et la prévention de la malnutrition chez les groupes vulnérables		
7. Financement	a. Budget Total du Projet :	US\$ 30, 500,000	d. Fonds CERF transmis aux partenaires d'exécution : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ - Partenaires ONG et Croix Rouge/Croissant Rouge : US\$ 716,121</li> <li>▪ - Partenaires gouvernementaux : US\$ 0</li> </ul>
	b. Montant total du financement reçu pour le projet :	US\$ 1,800,021	
	c. Montant reçu du CERF :	US\$ 1,800,021	
Résultats Obtenus			
8. Nombre total de personnes ayant <u>bénéficié directement</u> du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et ans).			
Nombre de Bénéficiaires Directs	Ciblés	Atteints	Commentaires
a. Femmes/Filles	58,466	46,955	<p>Les bénéficiaires directs de l'intervention sont <b>73,721 personnes dont 34,513 enfants de moins de 5 ans pris en charge pour malnutrition aigüe sévère et 39,208 adultes</b>. Parmi ces derniers, il y a :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 908 agents de santé formés en counseling ANJE (463 femmes et 444 hommes)</li> <li>- 300 membres de groupes de soutien ANJE, qui ont reçu les supervisions formatives (240 femmes et 60 hommes)</li> <li>- 3,000 membres de groupes de soutien ANJE, qui ont reçu un renforcement des capacités et de l'Equipment spécifique pour les démonstrations culinaires et les séances de sensibilisation (2,400 femmes et 600 hommes)</li> <li>- 35,000 parents / care givers d'enfants malnutris sévère (26,250 femmes et 8,750 hommes)</li> </ul> <p>A noter que la répartition entre femme/homme (et aussi filles/garçons) se base sur la littérature et sur les observations de terrain et non pas sur une collecte désagrégée des données du projet.</p> <p>La différence entre la cible et le nombre de bénéficiaires directes atteints s'explique avec une surestimation des nombres de bénéficiaires que nous pouvions prendre en charge avec les fonds CERF. Cependant, la totalité de la cible a été atteint avec des autres contributions complémentaires reçues par des autres bailleurs.</p>
b. Hommes/Filles	26,626	26,766	
c. Nombre total de personnes (femmes + hommes):	85,092	73,721	
a. Enfants de moins de 5ans	37,179	34,513	
9. Objectif initial du projet CERF selon la proposition approuvée			

Les deux objectifs principaux visés en nutrition par ce projet sont les suivants :

- i. Promouvoir une alimentation appropriée du nourrisson et du jeune enfant aussi bien au niveau des structures de santé, de la communauté et de la famille
- ii. Assurer une prise en charge de la malnutrition aiguë sévère pour les enfants de 6 à 59 mois et maintenir les taux en dessous du seuil d'alerte de 2 pour cent durant toute l'année, aussi bien au niveau national que régional

#### 10. Résultats initiaux attendus selon la proposition CERF approuvée

Les résultats initiaux attendus selon la proposition CERF approuvée sont les suivants:

**1. Pour l'objectif 1, sur la promotion d'une alimentation appropriée du nourrisson et du jeune enfant aussi bien au niveau des structures de santé que de la communauté et de la famille.**

- 360 agents de santé formés
- 70 groupes de soutien fonctionnels
- 20 supervisions formatives réalisées

**2. Pour l'objectif 2, sur la prise en charge de la malnutrition aiguë sévère :**

- 37,179 d'enfants admis dans le programme de prise en charge de la malnutrition aiguë sévère
- > 75 pour cent d'enfants guéris de la malnutrition aiguë sévère
- < 15 pour cent d'enfants ayant abandonné le programme
- < 10 pour cent d'enfants décédés dans le programme

#### 11. Résultats obtenus à l'aide du financement CERF

**1. Promotion d'une alimentation appropriée du nourrisson et du jeune enfant aussi bien au niveau des structures de santé que de la communauté et de la famille.**

**R 1 : 360 agents de santé formés**

**Résultat atteint (908/360)**

Au total, pendant la durée du projet et avec l'appui des fonds CERF et d'autre fonds, 908 agents (463 femmes et 444 hommes) ont été formés sur le paquet de counseling ANJE communautaire. Parmi ceux-ci, 22 formateurs nationaux composés des cadres de la Division nutrition, des ONG et des points focaux nutrition des 8 Directions régionales de la santé et du district de Bamako ont été formés sur la technique de facilitation du paquet de counseling ANJE communautaire.

**R2 : 70 groupes de soutien fonctionnels**

**Résultat atteint (200/70)**

Avec l'appui du projet, l'Unicef à travers la Division Nutrition a doté 200 groupes de soutien en ANJE dans les régions du Sud en matériels de démonstration nutritionnelle. Ces matériels sont composés entre autres de matériels de cuisine (marmites, seaux, bols, spatules, conteneurs, tamis, gobelets, tasses, cuillères et fourneaux) et de nattes. Ces équipements permettent aux groupes de soutien à l'ANJE d'organiser des sessions de démonstration culinaires au cours desquelles les thèmes sont développés sur l'alimentation appropriées des nourrissons, des jeunes enfants et des femmes enceintes et allaitant. Les plats à base de aliments locaux disponibles appropriés à l'âge des jeunes enfants sont aussi préparés et partagés entre les mamans. Ainsi, les mères apprennent davantage la valeur nutritive des ingrédients localement disponibles pour préparer les aliments de compléments. Chaque groupe de soutien est composé d'au moins 15 membres (homme et femmes), ce qui représente au moins 3,000 personnes sur l'ensemble de 200 groupes appuyés (dont 80 pour cent des femmes, soit 2,400).

**R3 : 20 Supervision formatives aux groupes de soutiens**

**Résultat atteint (20/20)**

Dans le cadre de ce projet, l'Unicef a effectué 2 missions de supervision pour 20 groupes de soutien (au moins 300 personnes, dont 80 pour cent de femmes, soit 240) dans 4 districts sanitaires. Ces visites ont permis d'échanger avec la communauté sur les avantages de l'ANJE dans la prévention et la survie des nourrissons et jeunes enfants.

**Autre résultats atteints:** dans le cadre de cet objectif, de la « Promotion d'une alimentation appropriée du nourrisson et du jeune enfant au niveau des familles », les parents/care givers des enfants malnutris sévère admis dans le programme ont bénéficié des causeries *ad hoc* et des séances de sensibilisation et d'information sur les pratiques familiales essentielles (PFE) et l'ANJE, ainsi que des instructions pour le support psychologique aux enfants atteints de malnutrition aiguë sévère avec complication. Il s'agit donc de presque 35,000 adultes - au moins un parent/care giver – surtout femmes (75 pour cent, soit 26,250), qui ont bénéficié directement de l'appui du projet pour améliorer leurs connaissances et leurs capacités de réponse aux crises nutritionnelles.

## 2. Prise en charge de la malnutrition aiguë sévère

**R1 : 37'179 d'enfants admis dans le programme de prise en charge de la malnutrition aiguë sévère**  
**Résultat atteint (34,513/37,179)**

Dans le cadre de ce projet, les fonds CERF ont financé, le dépistage et la prise en charge de 34,513 enfants (17,602 filles et 16,911 garçons) malnutris aigus sévères, contre 37,179 planifiés. Sur toute la période concernée par ce projet (avril – décembre 2014), l'UNICEF Mali avec l'appui de tous ses partenaires techniques et financiers, y compris le gouvernement du Mali, les ONGs et les autres bailleurs, a traité 80,808 enfants malnutris aigus sévères de 6-59 mois (12,881 enfants avec complications médicales et 67,927 enfants sans complications médicales). Les fonds CERF ont contribué à financer une partie (43 pour cent) de la prise en charge de ces enfants malnutris aigus sévères dans les six régions du Sud.

**R2, R3, R4 : > 75 pour cent d'enfants guéris de la malnutrition aiguë sévère ; < 15 pour cent d'enfants ayant abandonné le programme ; < 10 pour cent d'enfants décédés dans le programme**

**Résultats atteints (taux guérison >75 pour cent ; taux d'abandon < 15 pour cent ; taux décès < 10 pour cent)**

Les indicateurs de performance du programme PCIMA pour la prise en charge des cas de MAS (sans et avec complications) dans le cadre de ce projet sont détaillés dans le tableau 1 ci-dessous.

	Guérison	Abandon	Décès
<b>Taux</b>	88,1	10,1	1,9

12. En cas de différence significative entre les résultats attendus et atteints, merci d'en expliquer les raisons:

la différence entre cible prévue et atteinte s'explique par la sous estimation du cout pour atteindre la cible planifiée. toutefois, grace a des fonds complementaire, la cible finale (37,179) a pu etre atteinte.

Au regard des activités menées sur le terrain et prévues par le projet, tous les résultats attendus dans le cadre du projet ont été atteints.

13. Les activités financées par le CERF font-elles partie d'un projet SRP muni d'un code IASC marqueur de genre?

OUI  NON

Si 'Oui', quel est le code (0, 1, 2a, ou 2b): 2a

Si 'Non' (ou si le code est 1 ou 0):

14. Evaluation: Ce projet a-t-il été évalué ou il y a-t-il une évaluation en cours?

ÉVALUATION EFFECTUÉE

Aucune évaluation n'est prévue dans les prochains mois.

EVALUATION EN COURS

AUCUNE  
EVALUATION PRÉVUE

**TABLE 8: LES RESULTATS DU PROJET**

CERF project information			
1. Agence:	UNICEF	5. Période de mise en œuvre du projet CERF:	09.04.14 – 31.12.14
2. Code du projet CERF:	14-UFE-CEF-040	6. Statut du projet CERF	<input type="checkbox"/> En cours
3. Groupe sectoriel/Secteur:	WASH		<input checked="" type="checkbox"/> Achevé
4. Titre du projet:	Réponse d'urgence intégrée WASH in Nut de lutte contre la malnutrition dans le District Sanitaire de Mopti		
7. Financement	a. Budget Total du Projet :	US\$ 699,748	d. Fonds CERF transmis aux partenaires d'exécution : ▪ - Partenaires ONG et Croix Rouge/Croissant Rouge : US\$ 411,760 ▪ - Partenaires gouvernementaux : US\$ 0
	b. Montant total du financement reçu pour le projet :	US\$ 474,396	
	c. Montant reçu du CERF :	US\$ 444,238	
Résultats Obtenus			
8. Nombre total de personnes ayant <u>bénéficié directement</u> du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et ans).			
<i>Nombre de Bénéficiaires Directs</i>	<i>Ciblés</i>	<i>Atteints</i>	<i>Commentaires</i>
a. Femmes/Filles	13,965	16,193	La différence entre enfants ciblés et enfants atteints s'explique par le fait qu'il y a eu moins d'enfants admis que prévu, et donc moins de kits wash distribués.
b. Hommes /Garçons	13,035	15,006	
c. Nombre total de personnes (femmes + hommes):	27,000	31,199	
a. Enfants de moins de 5ans	1,200	704	
9. Objectif initial du projet CERF selon la proposition approuvée			
<p><b>Objectif général :</b> Lutter contre la malnutrition via la mise en œuvre d'activités intégrées en matière de nutrition, eau, hygiène et assainissement au niveau communautaire et centres de santé.</p> <p><b>Objectifs spécifiques :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Améliorer l'approvisionnement en eau, l'assainissement sain et améliorer l'hygiène dans les Centres de Santé communautaires (CSCOM) afin de contribuer à une prise en charge de qualité des enfants malnutris</li> <li>➤ Améliorer durablement les pratiques en matière de traitement de l'eau, d'hygiène et d'assainissement à domicile en ciblant le couple mère/accompagnant-enfant(s) malnutri(s) jusqu'au domicile</li> </ul>			
10. Résultats initiaux attendus selon la proposition CERF approuvée			
<p><b>Résultat 1 : 7 centres de santé assurant la prise en charge nutritionnelle bénéficient d'un paquet minimum WASH et d'une unité de traitement des déchets</b></p> <p>Indicateurs avec cibles :</p>			

- Nombre de centres de santé ayant un paquet minimum WASH (latrines et douches, eau de boisson, unité de gestion des déchets, formation sur l'hygiène) : 7
- Nombre de centres de santé ayant reçu un accès à l'eau selon leur besoin : 5 Nombre de centres de santé ayant reçu des latrines selon leur besoin : 1
- Nombre de centres de santé ayant reçu des douches selon leur besoin : 4
- Nombre de centres de santé ayant reçu une unité de gestion des déchets : 7

**Résultat 2 : Les capacités des CSCOM ciblés sont renforcées pour garantir une gestion pérenne des ouvrages hydrauliques et sanitaires réalisés**

*Indicateurs avec cibles :*

- Nombre de personnes ayant reçu une séance d'IEC interpersonnelle/séance de formation (ASC, relais communautaires, etc.) : 185
- Nombre de centres de santé avec absence de traces de défécation à l'air libre : 7
- Nombre de centres de santé avec absence de traces de déchets médicaux dans l'environnement : 7

**Résultat 3 : Les familles des enfants sévèrement malnutris admis dans les CSCOM ciblés bénéficient d'un paquet minimum WASH à domicile**

*Indicateurs avec cibles:*

- Nombre de couples mère/enfants MAS recevant une séance de sensibilisation à domicile et d'un suivi sur l'utilisation du kit d'hygiène : 594 Nombre de couples mère/enfants MAS respectant le lavage des mains aux moments clés : 535 (90 pour cent)
- Nombre de personnes indirectement sensibilisées aux bonnes pratiques EHA via les relais communautaires sous la supervision des sensibilisateurs d'ACTED et la réalisation de pièces de théâtre : 16,077 représentants de ménage soit environ 112,543 personnes (sur la base de 7 personnes par ménage)

11. Résultats obtenus à l'aide du financement CERF

**Résultat 1 : 7 centres de santé assurant la prise en charge nutritionnelle bénéficient d'un paquet minimum WASH et d'une unité de traitement des déchets**

ACTED, partenaire de l'UNICEF pour ce projet, a mis en place un paquet minimum WASH dans 7 structures de santé dans la Région de Mopti, dans le district sanitaire de Mopti (CSCOM de Diamakourou, Konna, Korientze, Severy Peulh, ASCOTAB, Tongorongo, Fatoma). Chacune de ces 7 structures de santé disposent aujourd'hui d'un paquet minimum WASH permettant d'améliorer la qualité de la prise en charge des patients, notamment la PEC de la malnutrition aiguë sévère (MAS).

Les résultats atteints, comparés aux cibles du projet, sont mentionnés ci-dessous :

Indicateurs avec (résultats atteints) / (cible)

- Nombre de centres de santé ayant un paquet minimum WASH (latrines et douches, eau de boisson, unité de gestion des déchets, formation sur l'hygiène) : 7/7
- Nombre de centres de santé ayant reçu un accès à l'eau selon leur besoin : 5/5 (les deux autres centres de santé ayant accès à l'eau)
- Nombre de centres de santé ayant reçu des latrines selon leur besoin : 1/1
- Nombre de centres de santé ayant reçu des douches selon leur besoin : 4/4
- Nombre de centres de santé ayant reçu une unité de gestion des déchets : 7/7

**Résultat 2 : Les capacités des CSCOM ciblés sont renforcées pour garantir une gestion pérenne des ouvrages hydrauliques et sanitaires réalisés**

Le partenaire d'UNICEF a conduit des formations de personnels et doté en équipements les 7 structures de santé, leur permettant ainsi de garantir une gestion pérenne des ouvrages hydrauliques et sanitaires, et maintenir une hygiène appropriée dans ces 7 structures de santé. Cinq techniciens de pompes hydrauliques (couvrant les 7 structures de santé) ont été formés par la Direction Régionale de l'Hydraulique de Mopti et ont reçu les kits d'outils pour la réparation et maintenance nécessaires. Dans chaque structure de santé des agents d'hygiène ont été formés, et chaque structure s'est vu doter d'un kit de petit matériel pour l'hygiène et la gestion des déchets des structures (gant, brochette, balai, etc. Par ailleurs, 198 agents de santé communautaire (ASC)/relais communautaires ont reçu une séance d'IEC interpersonnelle et ont été formés à la promotion de l'hygiène au niveau communautaire. Ces activités ont permis d'assurer un environnement propre et sain dans les 7 structures de santé, libre de toute trace de défécation à l'air libre et de déchets médicaux et biomédicaux.

Indicateurs avec (résultats atteints) / (cible)

- Nombre de personnes ayant reçu une séance d'IEC interpersonnelle/séance de formation (ASC, relais communautaires, etc.) : 198/185
- Nombre de centres de santé avec absence de traces de défécation à l'air libre : 7/7
- Nombre de centres de santé avec absence de traces de déchets médicaux dans l'environnement : 7/7

**Résultat 3 : Les familles des enfants sévèrement malnutris admis dans les CSCOM ciblés bénéficient d'un paquet minimum WASH à domicile**

<p>Sur la durée du projet, 1,100 enfants malnutris aigue sévères (MAS) ont été pris en charge dans un programme nutritionnel couvrant les 7 structures de santé ciblées. Le nombre d'enfant MAS admis a été légèrement inférieur aux prévisions initiales de 1,200 enfants MAS. Chacun des 1,200 couples enfants MAS – accompagnant a reçu un kit d'hygiène et de traitement de l'eau de boisson (incluant notamment savon, tablette de chlore, jerrycan, bouilloire, etc. ainsi que séance de promotion de l'hygiène et d'utilisation du kit. Ces kits et séances de promotion de l'hygiène ont permis d'améliorer la qualité de la PEC nutritionnelle et de favoriser le rétablissement rapide des enfants MAS, sensibles aux maladies d'origines hydriques. Par le biais des 198 relais communautaires formés, et sous la supervision du partenaire de l'UNICEF, 571 ménages ayant un enfant MAS et ayant reçu un kit d'hygiène ont été visités à leur domicile pour effectuer des séances IEC personnalisées. Ces visites à domicile (VAD) ont également permis d'observer et de mesurer au niveau du ménage le niveau de mise en pratique des comportements hygiéniques promus : 67 pour cent des ménages visités respectent le lavage des mains aux moments clés. Les VAD ainsi que les séances de promotion de l'hygiène au niveau communautaire ont permis de sensibiliser 48,748 personnes.</p> <p><u>Indicateurs avec (résultats atteints) / (cible)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Nombre de couples mère/enfants MAS recevant une séance de sensibilisation à domicile et d'un suivi sur l'utilisation du kit d'hygiène : 571 / 594</li> <li>▪ Nombre de couples mère/enfants MAS respectant le lavage des mains aux moments clés : 356 (67 pour cent) / 535 (90 pour cent)</li> <li>▪ Nombre de personnes indirectement sensibilisées aux bonnes pratiques EHA via les relais communautaires sous la supervision des sensibilisateurs d'ACTED et la réalisation de pièces de théâtre : 48,748 / 112,543.</li> </ul>	
<p>12. En cas de différence significative entre les résultats attendus et atteints, merci d'en expliquer les raisons:</p>	
<p>Dans l'ensemble, la majorité des résultats du projet ont été atteints, avec un résultat légèrement en deca des cibles prévues pour deux activités. L'ensemble des activités de construction/mise aux normes avec un paquet minimum WASH dans les sept structures de santé ont été atteints. Le nombre d'enfants MAS admis dans le programme de prise en charge nutritionnel a été légèrement inférieur par rapport aux prévisions : 1,100 / 1,200 prévus (92 pour cent). Cette légère différence s'explique par le fait que les prévisions du nombre de cas de MAS attendu dans une région sanitaire ne peuvent être planifiées de manière exacte, mais correspond plus à une estimation qui dans ce cas-ci a été très proche de la réalité. 100 pour cent des couples enfants MAS - accompagnant ont cependant reçu un kit d'hygiène, et une séance de promotion d'hygiène et d'utilisation du kit. Le nombre de relais communautaire effectivement formés (107 pour cent) et le nombre de VAD conduites (96 pour cent) ont globalement été atteints. Un écart significatif est cependant à noter dans le nombre de personnes ayant reçu une sensibilisation communautaire : 48,748 / 112,543 soit 43 pour cent. Ceci s'explique principalement par le fait que la cible de 112,543 personnes était trop ambitieuse au vu de la durée du projet, des contraintes de déplacements et du nombre de relais communautaires qui ont pu être formés.</p>	
<p>13. Les activités financées par le CERF font-elles partie d'un projet CAP muni d'un code IASC marqueur de genre?</p>	<p>OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/></p>
<p><b>Si 'Oui', quel est le code (0, 1, 2a, ou 2b): 2a</b>  <b>Si 'Non' (ou si le code est 1 ou 0):</b></p>	
<p>14. Evaluation: Ce projet a-t-il été évalué ou il y a-t-il une évaluation en cours?</p>	<p>ÉVALUATION EFFECTUÉE <input type="checkbox"/></p>
<p>Sur ce projet il n'y a pas eu d'évaluation indépendante spécifique, dans la mesure où elle n'était ni prévue dans les activités du projet, ni budgétisée. Cependant un ensemble de mesures a permis de faire un suivi régulier.</p>	<p>EVALUATION EN COURS <input type="checkbox"/></p>
	<p>AUCUNE EVALUATION PREVUE <input checked="" type="checkbox"/></p>



**TABLE 8: LES RESULTATS DU PROJET**

CERF projet information				
1. Agence:	PAM	5. Période de mise en œuvre du projet CERF:	01.05.14 – 31.12.14	
2. Code du projet CERF:	14-UFE-WFP-023	6. Statut du projet CERF	<input type="checkbox"/> En cours	
3. Groupe sectoriel/Secteur:	Sécurité Alimentaire		<input checked="" type="checkbox"/> Achevé	
4. Titre du projet:	Assistance aux populations affectées par la crise au Mali, aux déplacés internes, familles hôtes et communautés vulnérables			
7. Financement	a. Budget Total du Projet :	US\$ 215,411,252	d. Fonds CERF transmis aux partenaires d'exécution :	
	b. Montant total du financement reçu pour le projet :	US\$98,624,484	▪ Partenaires ONG et Croix Rouge/Croissant Rouge : US\$ 33,069	
	c. Montant reçu du CERF :	US\$ 2, 000,000	▪ - Partenaires gouvernementaux : US\$ N/A	
Résultats Obtenus				
8. Nombre total de personnes ayant <u>bénéficié directement</u> du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et ans).				
<i>Nombre de Bénéficiaires Directs</i>		<i>Ciblés</i>	<i>Atteints</i>	<i>Commentaires</i>
a. Femmes/Filles		16,665	17,653	WFP confirme les chiffres dans le tableau ci-contre.
b. Hommes/Filles		16,335	17,371	
c. Nombre total de personnes (femmes + hommes):		33,000	35,024	
. Enfants <5 ans		6,600	7,015	
9. Objectif initial du projet CERF selon la proposition approuvée				
<b>Objectif Stratégique</b> : Sauver les vies et protéger les moyens d'existence des personnes ciblées.				
<b>Objectifs spécifiques</b> :				
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Améliorer la consommation alimentaire des ménages ciblés.</li> <li>• Permettre aux ménages ciblés d'accéder aux produits alimentaires sur les marchés pour diversifier l'alimentation selon les préférences et les habitudes alimentaires de ces derniers.</li> <li>• Redynamiser les marchés dans les zones affectées par la crise au Mali.</li> <li>• Réduire les risques de stratégies d'adaptation destructrices au sein des ménages en insécurité alimentaire.</li> </ul>				
10. Résultats initiaux attendus selon la proposition CERF approuvée				
<b>Réalisations escomptées</b>		<b>Indicateurs</b>		
33,000 bénéficiaires vont recevoir du cash pour couvrir les besoins alimentaires d'urgence pour une période de trois mois		<ul style="list-style-type: none"> <li>- 33,000 femmes, hommes, filles et garçons recevant du cash inconditionnel.</li> <li>- \$1,503,506 en cash transféré aux bénéficiaires.</li> </ul> <p><b>Indicateurs sur la parité genre :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de femmes à la tête des activités du programme</li> <li>- Niveau de connaissance sur la thématique genre</li> <li>- Le projet a diminué les risques liés à la violence basée sur le genre.</li> </ul>		

Le score de consommation alimentaire des ménages ciblés est stabilisé / amélioré.	- Score de consommation alimentaire >35
11. Résultats obtenus à l'aide du financement CERF	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- 35,078 femmes, hommes, filles et garçons ont reçus des transferts monétaires inconditionnels ;</li> <li>- 1 426 740 USD ont été transférés aux bénéficiaires à Mopti et à Tombouctou sur une période de 4 mois ;</li> <li>- 99 pour cent des ménages ciblés avaient un score de consommation alimentaire acceptable à la fin du projet (CSA&gt;42), 1 pour cent avaient un score critique (CSA&lt;42).</li> <li>- L'indice de stratégie d'adaptation est passé de 18,7 à 14,6 soit une baisse 4,1 points (environ 22 pour cent) sur la période du projet.</li> </ul>	
12. En cas de différence significative entre les résultats attendus et atteints, merci d'en expliquer les raisons:	
<p>US\$ 1,503,506 était le chiffre de planification. La réduction du montant de transfert par bénéficiaire pour l'aligner avec la réduction de la ration en vivres ainsi que la variation du taux du dollar expliquent cette différence avec les chiffres de réalisation, l'ensemble des bénéficiaires n'ayant pas reçu également la même durée d'assistance.</p> <p>La contribution a permis d'atteindre 35,078 bénéficiaires contre 33,000 planifiés soit environ 106 pour cent de réalisation. Le dénombrement des bénéficiaires qui a été fait sur la base de la taille réelle des ménages (au lieu d'une taille moyenne) a donné un nombre plus élevé de personnes dans les ménages vulnérables à cibler. Compte tenu des prix sur les marchés locaux et des financements disponibles, le montant des transferts a alors été de \$13,5 par personne par mois au lieu de \$15 prévu, afin de pouvoir assister toutes les personnes des ménages sélectionnés pendant en moyenne 3 mois.</p>	
13. Les activités financées par le CERF font-elles partie d'un projet SRP muni d'un code IASC marqueur de genre?	OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>
<p><b>Si 'Oui', quel est le code (0, 1, 2a, ou 2b): 2b</b>  <b>Si 'Non' (ou si le code est 1 ou 0):</b>  Ce projet a été inclus dans le SRP (MLI 14/F/65788) avec un marqueur de genre de 2a. Les comités de ciblage et de plainte étaient constitués de manière à ce que toutes les couches des communautés y soient représentées. Ainsi ces comités étaient composés d'un nombre égal d'hommes, de femmes et de Jeunes. Aussi, il y avait une forte représentativité de femmes parmi les bénéficiaires du cash (environ 49 pour cent) ce qui contribue au renforcement de l'implication des femmes dans la gestion du budget familial.</p>	
14. Evaluation: Ce projet a-t-il été évalué ou il y a-t-il une évaluation en cours?	ÉVALUATION EFFECTUÉE <input checked="" type="checkbox"/>
<p>Des enquêtes de suivi après distribution (Post Distribution Monitoring/PDM) ont été réalisées dans les deux localités qui ont bénéficié du financement CERF par les partenaires de mise en œuvre. La méthodologie a consisté en des enquêtes - ménages pour collecter des informations concernant la perception des bénéficiaires par rapport à l'assistance fournie, l'effet de l'aide alimentaire sur la consommation alimentaire des ménages, la réduction de stratégies négatives de survie (negative coping strategy)...</p> <p>Principales conclusions :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Amélioration de la situation alimentaire des ménages bénéficiaires,</li> <li>- Amélioration de la diversité alimentaire des ménages</li> <li>- Réduction des stratégies négatives de survie mesurée,</li> </ul> <p>Principales recommandations</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Continuer à assister les ménages les plus vulnérables pendant la période de soudure de juin à septembre 2015 afin de couvrir leurs besoins alimentaires de base ;</li> <li>- Continuer les efforts en termes de prévention de la malnutrition chez les enfants âgés de 6 à 23 mois et chez les femmes enceintes et allaitantes ;</li> <li>- Renforcer les capacités de résilience des ménages à travers des activités de transferts conditionnels afin de (1) favoriser la restauration de la dignité des personnes bénéficiaires, et de (2) participer aux dynamiques de reconstruction des liens communautaires et de relance du développement social et économique de la ville tout en (3) renforçant la sécurité alimentaire des ménages.</li> </ul>	<p>EVALUATION EN COURS <input type="checkbox"/></p> <p>AUCUNE EVALUATION PREVUE <input type="checkbox"/></p>

**TABLE 8: LES RESULTATS DU PROJET**

<b>CERF project information</b>			
1. Agence:	PAM	5. Période de mise en œuvre du projet CERF:	01.05.14 – 31.12.14
2. Code du projet CERF:	14-UFE-WFP-022	6. Statut du projet CERF	<input type="checkbox"/> En cours
3. Groupe sectoriel/Secteur:	Nutrition		<input checked="" type="checkbox"/> Achevé
4. Titre du projet:	Assistance aux populations affectées par la crise au Mali		
7. Financement	a. Budget Total du Projet :	US\$211,415,252	d. Fonds CERF transmis aux partenaires d'exécution :
	b. Montant total du financement reçu pour le projet	US\$98,624,484	▪ - Partenaires ONG et Croix Rouge/Croissant Rouge : 47, 837 US\$
	c. Montant reçu du CERF :	US\$ 1, 000,002	▪ - Partenaires gouvernementaux : US\$0
<b>Résultats Obtenus</b>			
8. Nombre total de personnes ayant <u>bénéficié directement</u> du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et ans).			
<i>Nombre de Bénéficiaires Directs</i>	<i>Ciblés</i>	<i>Atteints</i>	<i>Commentaires</i>
a. Femmes/Filles	13,691	14,807	29,326 bénéficiaires directs ont été assistés avec 483,83 tonnes de super céréale plus. Le nombre de bénéficiaires planifié a été dépassé de 8,2 pour cent.
b. Hommes/Garçons	13,420	14,519	
c. Nombre total de personnes (femmes + hommes):	27,111	29,326	
a. Enfants de moins de 5ans	27,111	29,326	
9. Objectif initial du projet CERF selon la proposition approuvée			
<p>La réduction du risque de malnutrition aigüe chez les enfants âgés de 6 à 23 mois en fournissant un mélange de farine nutritionnelle enrichie. Ce groupe d'âge a été choisi car il constitue le groupe le plus vulnérable à la malnutrition et aux risques de mortalité et /ou les conséquences irréversibles de la malnutrition. Cette activité est mise en œuvre à Mopti, Tombouctou, Gao et Kidal en raison de la prévalence élevée de la malnutrition enregistrée dans ces régions.</p> <p>L'objectif de ce financement du CERF était de contribuer à sauver des vies en réduisant le risque de malnutrition aigüe chez les enfants de 6 à 23 mois dans le nord du Mali (Mopti, Tombouctou, Gao, Kidal).</p>			
10. Résultats initiaux attendus selon la proposition CERF approuvée			
<p>Dans le cadre de cette activité, le PAM vise à réduire et/ou stabiliser la malnutrition aiguë chez les enfants âgés de 6-59 mois au sein des populations touchées par la crise alimentaire et sécuritaire au nord du pays.</p> <p>Les indicateurs de performance, avec leurs cibles, qui seront suivis tout au long de cette activité de réduction du risque de malnutrition pour les enfants âgés de 6-59 mois dans les zones ciblées sont les suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Prévalence de la malnutrition aigüe &lt;10 pour cent</li> <li>• Taux d'abandon &lt;15 pour cent</li> <li>• Taux de décès &lt;3 pour cent</li> <li>• Récupération &gt; 75 pour cent</li> <li>• Le taux de non-réponse &lt;10 pour cent</li> </ul>			

11. Résultats obtenus à l'aide du financement CERF	
<p>Le Projet a permis de stabiliser la malnutrition aigüe chez les enfants âgés de 6-59 mois au sein des populations touchées par la crise alimentaire et sécuritaire au nord du pays. Ainsi, les rapports des enquêtes SMART de 2011 et 2014 indiquent que la prévalence de la MAG dans la Région de Tombouctou est passée de 16 pour cent à 14,8 pour cent. A Gao, la prévalence de la MAG est passée de 13,5 pour cent en 2013 à 11,5 pour cent en 2014. La région de Kidal, avec une prévalence de MAG égale à 5,7 pour cent en 2014 est demeurée dans une situation nutritionnelle précaire selon la classification de l'OMS.</p> <p>Les indicateurs spécifiques au blanket feeding ont pour la plupart été atteints voir dépassés. Ainsi, le taux de couverture c'est-à-dire, la proportion de la population éligible (enfants de 6-23 mois) qui a participé au programme a été de 76 pour cent contre 70 pour cent attendu. En outre, l'indicateur de participation c'est-à-dire la proportion d'enfants qui a participé à un nombre adéquat de distribution est supérieure à la norme de 66 pour cent. A Gao, le taux de participation est de 92,5 pour cent dépassant ainsi l'objectif de 66 pour cent.</p> <p>Dans la zone du projet, la performance de la prise en charge de malnutrition a été bonne au regard des normes SPHERE. Le taux de guérison est de 89,4 pour cent et dépasse l'objectif cible de 75 pour cent. Les taux de décès et de non réponse sont inférieurs à 1 pour cent.</p>	
12. En cas de différence significative entre les résultats attendus et atteints, merci d'en expliquer les raisons:	
<p>Le nombre de bénéficiaires planifié a été dépassé ainsi que la couverture et la participation. Ceci s'explique par la forte mobilisation communautaire, le recensement exhaustif des bénéficiaires réalisés avant le lancement du projet. En outre, le PAM a signé des partenariats avec des ONG du cadre commun<sup>2</sup> et appuyés par ECHO, ce qui a permis d'étendre la couverture et de compléter le paquet de soins. Cela a eu comme conséquence, de motiver davantage les communautés à participer.</p>	
13. Les activités financées par le CERF sont-elles parties d'un projet SRP muni d'un code IASC m	OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>
<p><b>Si 'Oui', quel est le code (0, 1, 2a, ou 2b): 2a</b>  <b>Si 'Non' (ou si le code est 1 ou 0):</b></p>	
14. Evaluation: Ce projet a-t-il été évalué ou il y a-t-il une évaluation en cours?	<p>ÉVALUATION EFFECTUÉE <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>EVALUATION EN COURS <input type="checkbox"/></p> <p>AUCUNE EVALUATION PREVUE <input type="checkbox"/></p>
<p>L'étude de base sur les indicateurs de références de l'Intervention Prolongée de Secours et de Redressement - IPSR 200719 a servi de cadre pour évaluer les performances du projet. L'évaluation a été effectuée et a noté que les indicateurs de performance ont été atteints. L'évaluation a identifié l'insécurité, l'insuffisance de capacités des agents et le non-systématisation des actions de communication pour le changement de comportement notamment sur l'ANJE ont été les principaux facteurs de quelques contre-performances. Pour y remédier, le rapport d'évaluation recommande de : i) Evaluer la capacité nationale en matière de nutrition et ii) rendre systématique le dépistage de la malnutrition et l'éducation nutritionnelle à chaque distribution aux bénéficiaires. Des recommandations ont été faites pour les corriger.</p>	

<sup>2</sup> Le cadre commun est regroupement d'une dizaine d'ONG Internationales qui se sont mis ensemble pour exécuter conjointement un modèle de filets sociaux saisonniers visant à couvrir les besoins alimentaires et non alimentaires des ménages les plus durement touchés par les crises alimentaires ; grâce à un financement de ECHO.

**TABLE 8: LES RESULTATS DU PROJET**

CERF project information			
1. Agence:	FAO	5. Période de mise en œuvre du projet CERF:	09.04.14 – 31.12.14
2. Code du projet CERF:	14-UFE-FAO-012	6. Statut du projet CERF	<input type="checkbox"/> En cours
3. Groupe sectoriel/Secteur:	Sécurité alimentaire		<input checked="" type="checkbox"/> Achevé
4. Titre du projet:	Appui à la campagne agricole 2014 - 2015 (saison hivernage) pour répondre aux besoins immédiats des populations les plus vulnérables		
7. Financement	a. Budget Total du Projet :	US\$ 29, 369,677	d. Fonds CERF transmis aux partenaires d'exécution : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ - Partenaires ONG et Croix Rouge/Croissant Rouge : US\$180,502</li> <li>▪ - Partenaires gouvernementaux : US\$ 0</li> </ul>
	b. Montant total du financement reçu pour le projet :	US\$ 7, 766,507	
	c. Montant reçu du CERF :	US\$ 1,963,867	
Résultats Obtenus			
8. Nombre total de personnes ayant <u>bénéficié directement</u> du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et ans).			
<i>Nombre de Bénéficiaires Directs</i>	<i>Ciblés</i>	<i>Atteints</i>	<i>Commentaires</i>
a. Femmes/Filles	43,411	43,411	
b. Hommes/Garçons	41,709	41,709	
c. Nombre total de personnes (femmes + hommes):	85,120	85,120	
a. Enfants de moins de 5ans	15,322	15,322	
9. Objectif initial du projet CERF selon la proposition approuvée			
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer les moyens d'existence des producteurs et productrices les plus vulnérables en soutenant la campagne agricole 2014-2015;</li> <li>- Renforcer les capacités techniques des producteurs et productrices les plus vulnérables en technique de production agricole pendant la campagne agricole 2014-2015.</li> </ul>			
10. Résultats initiaux attendus selon la proposition CERF approuvée			
<p>Environ 9.160 ménages pour la production de riz étaient initialement ciblés pour recevoir un kit agricole pour la mise en place d'au moins 0,25 ha par ménage, soit 2.290 hectares de superficies de riz à exploiter. De plus, 3.000 autres ménages étaient ciblés pour un appui à la production du mil, du sorgho et de l'arachide avec au moins 1/2 hectares semés par ménage, soit environ une moyenne de 1.500 hectares pour chaque spéculation.</p> <p>En tenant compte des textes en vigueur au Mali, 20 pour cent des parcelles aménagées pour la production rizicole sont distribuées aux femmes. L'ensemble des femmes vulnérables ayant une parcelle bénéficiera du projet et il était question de prendre en compte comme premier critère les femmes les plus vulnérables. Le projet visait également à soutenir les groupements de femmes actifs dans les zones d'intervention.</p> <p>Pour chaque ménage, ménage ou famille, il était prévu de fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Des outils agricoles</u> : une daba, une houe et une brouette pour 5 ménages</li> <li>• <u>Des kits pour la production de riz irrigué pour 9160 ménages</u> : le kit par ménage devrait être composé de 10 kg de semences de riz certifiées, 25 kg d'engrais minéraux NPK. Pour chaque hectare à irriguer, il était prévu une dotation de 75 litres de gasoil et 15 litres d'huile moteur,</li> </ul>			

- Un appui en semences et engrais pour les cultures de mil, sorgho, arachide pour 3000 ménages : le kit devant être constitué de semences certifiées ou améliorées par sélection : 5 kg de mil, 5 kg de sorgho et 10 kg d'arachide avec une dotation de 25 kg d'engrais NPK.

#### 11. Résultats obtenus à l'aide du financement CERF

En termes de quantité par type d'intrants, les quantités prévues et distribuées sont reprises au tableau récapitulatif ci-dessous :

		Quantités planifiées	Quantités distribuées	Nombre total de ménages	Nombre de ménage par Région		
					Mopti	Tombouctou	Gao
Riz	Kg	91,600	138,350	9,160	0	4,660	4,500
Sorgho	Kg	15,000	16,100	3,000	3,000	0	0
Mil	Kg	15,000	16,100	3,000	3,000	0	0
Arachide	Kg	30,000	30,000	3,000	3,000	0	0
Blé	Kg	0	25,800		0	2064	0
Daba	Nbre	12,160	12,160	12,160	3,000	4,660	4,500
Houe	Nbre	12,160	12,160	12,160	3,000	4,660	4,500
Brouettes	Nbre	2,432	608	12,160	3,000	4,660	4,500
NPK	Kg	304,000	669,690	12,160	3,000	4,660	4,500
Gasoil- 75 litres par ha (2,290 ha)	Litre	171,750	171,750	9,160	0	4,660	4,500
Lubrifiant - 15 litres par ha (2,290 ha)	Litre	34,350	34,200	9,160	0	4,660	4,500

Tenant compte de la taille moyenne des ménages qui est estimée à 7 personnes, la population totale bénéficiaire est estimée à 85 120 personnes. Par rapport aux superficies et productions estimées, les résultats du projet sont :

- 3,299 hectares pour la culture du riz, une production estimée à 19,535,518 tonnes de riz de paddy ;
- 944 hectares pour la culture du mil, une production estimée à 435,7 tonnes de mil ;
- 278 hectares pour la culture de l'arachide, une production estimée à 288,320 tonnes d'arachide

De plus, le projet a permis le renforcement des capacités des bénéficiaires : Ainsi, 4,420 bénéficiaires dont 1,199 femme ont reçu des formations sur les thèmes en rapport avec les itinéraires techniques de production agricole, y compris les techniques de compostage et l'éducation nutritionnelle.

#### 12. En cas de différence significative entre les résultats attendus et atteints, merci d'en expliquer les raisons:

Les différences entre les quantités prévues et celles effectivement achetées découlent des variations de prix sur le marché des semences et des équipements. Ceux-ci ont été favorables à l'achat de quantités plus importantes ; ce qui a permis d'assister des bénéficiaires additionnels.

De plus, il a été constaté que parmi les ménages vulnérables de la région de Tombouctou, cercle de Diré, la culture de blé constitue une principale spéculation pour assurer la sécurité alimentaire ; ce qui a conduit à l'achat de 24 tonnes de semences de blé pour couvrir les besoins spécifiquement identifiés dans le cercle.

13. Les activités financées par le CERF font-elles partie d'un projet SRP muni d'un code IASC marqueur de genre?

OUI  NON

Si 'Oui', quel est le code (0, 1, 2a, ou 2b): oui, 2b

Si 'Non' (ou si le code est 1 ou 0):

14. Evaluation: Ce projet a-t-il été évalué ou il y a-t-il une évaluation en cours?

ÉVALUATION EFFECTUÉE

<p>Une évaluation partielle du projet a eu lieu. En effet, compte tenu de la situation de sécurité qui n'a pas permis d'effectuer les évaluations comme souhaité, l'action menée à travers le projet a été évalué avec la collaboration du partenaire Planète Urgence dans le cercle de Bandiagara, région de Mopti. De cette évaluation, il ressort que d'une manière globale, les agriculteurs à 99 pour cent ont répondu être satisfaits du projet. Les arguments positifs cités sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la distribution efficace des semences et des outils, permettant d'être en adéquation avec la période d'hivernage et les activités des agriculteurs ;</li> <li>- la qualité des semences fournies ainsi que la présence d'engrais a été très apprécié, car les bénéficiaires n'ont généralement pas les moyens habituellement d'en acheter ;</li> <li>- amélioration de la production agricole</li> <li>- certains bénéficiaires ont souligné l'appui régulier des techniciens agronomes de Planète Urgence.</li> </ul> <p>En termes d'appui en semences, les familles paysannes auraient souhaité recevoir une plus grande quantité de semences mais également d'autres spéculations comme l'échalote ou la pomme de terre. En termes d'équipements, les bénéficiaires auraient souhaité que des charrues soient mises à leur disposition pour augmenter d'avantage le rendement et faciliter le travail agricole.</p>	<p>EVALUATION EN COURS <input type="checkbox"/></p>
	<p>AUCUNE EVALUATION PREVUE <input checked="" type="checkbox"/></p>

**TABLE 8: LES RESULTATS DU PROJET**

CERF project information				
1. Agence:	UNFPA WHO	5. Période de mise en œuvre du projet CERF:	UNFPA 24.04.14 – 31.12.14 WHO 22.04.14 – 31.12.14	
2. Code du projet CERF:	14-UFE-FPA-015 14-UFE-WHO-020	6. Statut du projet CERF	<input type="checkbox"/> En cours  <input checked="" type="checkbox"/> Achevé	
3. Groupe sectoriel/Secteur:	Santé			
4. Titre du projet:	Renforcement de l'accès aux soins, de la lutte contre les épidémies, les infections associées aux soins et de la santé de la reproduction au Mali			
7. Financement	a. Budget Total du Projet :	US\$ 2, 242, 300	d. Fonds CERF transmis aux partenaires d'exécution : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ - Partenaires ONG et Croix Rouge/Croissant Rouge : US\$ 0</li> <li>▪ - Partenaires gouvernementaux : US\$ 162,000</li> </ul>	
	b. Montant total du financement reçu pour le projet :	US\$ 949,862		
	c. Montant reçu du CERF :	US\$ 946,862		
Résultats Obtenus				
8. Nombre total de personnes ayant <u>bénéficié directement</u> du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et ans).				
Nombre de Bénéficiaires Directs		Planifier	Atteint	Commentaires
a. Femmes		1,095,575	1,095,575	
b. Hommes		1,052,488	1,052,488	
c. Nombre total de personnes (femmes + hommes):		2,148,063	2,148,063	
a. Enfants		472,575	472,575	
9. Objectif initial du projet CERF selon la proposition approuvée				
<p>Le projet ainsi proposé permettra d'améliorer l'accès des populations vulnérables des régions du nord du Mali aux soins de santé de qualité (PMA) et aux services de santé de la reproduction en vue de la réduction de la mortalité et morbidité en 2014</p> <p><b>Les Objectifs spécifiques visent à :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Assurer la mise en œuvre des soins de santé (PMA) y compris les services de santé de la reproduction aux populations</li> <li>- Soutenir l'approvisionnement en médicaments /kits des structures de santé (OMS) et kit d'urgences SR (UNFPA)</li> <li>- Renforcer les capacités de détection précoce, de notification et des gestions des épidémies, de maladies transmissibles (OMS)</li> <li>- Renforcer les capacités techniques du personnel dans les domaines suivants: Santé de la reproduction, VBG (UNFPA) et lutte contre les maladies prioritaires (IST VIH/SIDA Tuberculose, paludisme,) (OMS)</li> <li>- Améliorer le contrôle des infections associées aux soins de santé (OMS)</li> <li>- Conduire des activités de communication dans le domaine de la santé de la reproduction (UNFPA)</li> </ul> <p>Assurer un suivi – évaluation des activités sur le terrain</p>				
10. Résultats initiaux attendus selon la proposition CERF approuvée				
<p><b>Relèvement précoce : cf budget</b></p> <p>Le plateau technique des 17 CSREF et 2 hôpitaux des régions de Tombouctou et Gao est amélioré selon les besoins du MSHP (liste standard type équipement cscom, hôpitaux)</p> <p># de formation et # personnel formé 2 personnes/district et 2 session région</p> <p># de centres réhabilités 1 / région</p> <p><b>Accès universel aux soins</b></p> <p># de centres délivrant le PMA complet : 60 CSREF 10 hôpitaux 9 DRS</p>				



# équipes mobiles en activités 6 équipes de 5 personnes (1/district) cout+

# ruptures de stock des médicaments traceurs

# districts recevant un soutien à la gratuité 17 districts du Nord

# missions réalisées 4 (chacune touche les 4 régions)

#### **Surveillance et lutte contre les épidémies :**

# Administration appuyées pour l'Investigation 17district et 4 régions comité régional

# sites sentinelles fonctionnels 4 (1 par région Tombouctou, Gao, Mopti, Kidal)

#équipes intervention rapide mise en place

#### **Santé de la reproduction :**

#sessions formations DMU/SONU et personnes formées en 5 sessions de 25 personnes pays

#kits kit santé de la reproduction pour la prise en charge des urgences obstétricales et des cas de violences sexuelles distribuent 1/district par catégorie de kit pays

# équipements SONU pour 70 structures de premier niveau dans les régions Gao, Kidal, Mopti et Tombouctou

#sites de de conseil dépistage rendu fonctionnels dans au moins 8sites dans les régions Gao, Kidal, Mopti et Tombouctou

# disponibilité des équipements 1/district

# équipes mobiles soutenues à Tombouctou et Mopti, de sorties

#dissémination d'informations sur la disponibilité des services de santé de la reproduction et d'urgences obstétricales à travers des supports de communications et les media locaux (ex : radios communautaires).- #Dissémination des directives et les supports de prévention du VIH et du SIDA.

#### **Santé Mentale**

# session formation 2 pour le pays

# missions prospection / prise en charge 1 trimestre région pays

# équipe régionale formée 1/ région 9

# 1 rapport analyse santé mentale 1 cartographie

# spécialistes déployés Nord 1 / région /4 régions.

#### **suivi et évaluation et CCC :**

# supervision 1/régions toutes régions

# réunions et # participants

# rapports évaluation des campagnes 1 Pays

### 11. Résultats obtenus à l'aide du financement CERF

#### **Accès Universel aux soins**

- Achats et fourniture d'équipements de laboratoire, amélioration de la chaîne de froid et réactifs pour les hôpitaux de Gao et de TOMBOUCTOU pour Appui à la sécurité transfusionnelle et le dépistage du VIH
- 5 Sessions de formation de 25 personnes sur la dissémination des directives OMS 2013 relatives à la prise en charge du VIH et du Sida. (Koulikoro, Ségou, Mopti, Gao et Tombouctou) Rapports de formation disponible
- Missions de supervision des activités de lutte contre le VIH et le Sida dans les zones post crise : Mission effectuée 11-15 Août 2014 (rapport de mission disponible)
- Appui à la mise en œuvre de la gratuité des soins (achats de kits de médicament) & organisation de mission humanitaire.
- 10 Médecins spécialistes à Gao pour 1 mois (mission humanitaire)
- 10 Médecins Spécialistes à Kidal pour 1 mois (mission humanitaire)
- 6 Médecins Spécialistes à Kidal pour 1 mois (mission humanitaire)

#### **Surveillance et lutte contre les épidémies**

- 1 session de formation de 40 participants (17 districts sanitaires) à GAO pour la diffusion de directives techniques sur la SIMR, WASH et EBOLA (rapport en cours d'élaboration)
- 2 sessions de formation de 40 participants (17 districts sanitaires) à Mopti pour la diffusion de directives techniques sur la SIMR, WASH et EBOLA (rapport en cours d'élaboration)
- Appui à la coordination du Cluster Santé (achat équipement de communication et de sécurité) : Achat ordinateur, fourniture de bureau et matériel de communication pour les sous clusters de Mopti, Gao et TOMBOUCTOU.

#### **Adoption des modules de formation WASH**

- Une session de formation de 40 participants pour la validation et la dissémination des modules de formation WASH
- Achat et Fourniture de 2 incinérateurs à l'hôpital GAO et Tombouctou ( CSRéf Niafunké)
- Achat et Fourniture d' Aquatab et Biospot pour le contrôle de l'infection en milieu de soins
- Achat et Fourniture de 100 lave- mains
- Achat et Fourniture de matériel et d'équipement pour le traitement et l'élimination des déchets issus des soins de santé.

#### **Santé de la reproduction**

- 3 Sessions formations DMU/SONU de 25 personnes réalisées à Ségou (2) et Mopti (1)
- 187 kits santé de la reproduction pour la prise en charge des urgences obstétricales et des cas de violences sexuelles ont été distribués dans les différents districts sanitaires par catégorie de kit

- 70 structures de premier niveau dans les régions Gao, Kidal, Mopti et Tombouctou ont été dotées en équipements SONU
  - dissémination d'informations sur la disponibilité des services de santé de la reproduction et d'urgences obstétricales à travers des supports de communications et les médias des niveaux national, régional et local (ex : radios communautaires).
  - Dissémination des directives et les supports de prévention et de prise en charge du VIH et du SIDA dans la région de Mopti .
- Santé Mentale :**
- Atelier de conception des modules à Koulikoro : 40 participants (médecins psychologues) atelier s'est déroulé du 16 au 20 septembre 2014
  - Atelier de formation à Mopti de 27 agents de santé des régions du Nord, formation des formateurs sur la santé mentale des 17 CSRéf des régions du Nord et des hôpitaux
  - 2 spécialistes en santé mentale ont été déployés à Gao et à Tombouctou dans le cadre des missions humanitaires

12. En cas de différence significative entre les résultats attendus et atteints, merci d'en expliquer les raisons:

Malgré un certain nombre de contraintes notamment :

- Le retard dans la mise à disposition des fonds
- L'insécurité à Kidal
- L'épidémie à virus EBOLA qui a sévi du 23 octobre 2014 au 18 janvier 2015

Les objectifs fixés ont pu être atteints à travers les actions de suivi à distance des partenaires nationaux, notamment les structures sanitaires de premier échelon et de référence. La contractualisation avec une ONG pour la mise en œuvre des activités dans la région de Tombouctou et de Mopti a pu être effective avant la fin du financement malgré les contraintes sécuritaires. Mais une partie des activités de suivi sur le terrain n'a pu être faite pour des raisons d'insécurité à Kidal. Globalement, toutes les activités planifiées ont été exécutées.

13. Les activités financées par le CERF font-elles partie d'un projet CAP muni d'un code IASC marqueur de genre?

OUI  NON

Si 'Oui', quel est le code (0, 1, 2a, ou 2b): 2a

Si 'Non' (ou si le code est 1 ou 0): NA

14. Evaluation: Ce projet a-t-il été évalué ou il y a-t-il une évaluation en cours?

ÉVALUATION EFFECTUÉE

EVALUATION EN COURS

Une évaluation finale du projet CERF n'était pas prévue

AUCUNE EVALUATION PREVUE

**TABLE 8: LES RESULTATS DU PROJET**

CERF project information			
1. Agence:	UNFPA	5. Période de mise en œuvre du projet CERF:	14.04.14 – 31.12.14
2. Code du projet CERF:	14-UFE-FPA-016	6. Statut du projet CERF	<input type="checkbox"/> En cours
3. Groupe sectoriel/Secteur:	Protection		<input checked="" type="checkbox"/> Achevé
4. Titre du projet:	Prise en charge des Violences Basées sur le Genre dans les régions de Mopti, Tombouctou, Gao et Kidal, affectées par le conflit armé au Mali		
7. Financement	a. Budget Total du Projet :	US\$ 400,000	d. Fonds CERF transmis aux partenaires d'exécution : ▪ - Partenaires ONG et Croix Rouge/Croissant Rouge : US\$ 0 ▪ - Partenaires gouvernementaux : US\$ Néant
	b. Montant total du financement reçu pour le projet :	US\$ 100,087	
	c. Montant reçu du CERF :	US\$ 100,087	
<b>Résultats Obtenus</b>			
8. Nombre total de personnes ayant <u>bénéficié directement</u> du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et ans).			
<i>Nombre de Bénéficiaires Directs</i>	<i>Ciblés</i>	<i>Atteints</i>	<i>Commentaires</i>
a. Femmes	5,000	8,703	50,000 personnes touchées par les messages de prévention et les animations communautaires. Les messages de prévention ont été diffusés par l'ORTM et les 23 radios de proximités; 38 enfants victimes de violences sexuelles ont été pris en charge médicalement et orientés vers les services psychosociaux
b. Hommes	5,000	2,807	
c. Nombre total de personnes (femmes + hommes):	10,000	11,510	
a. Enfants de moins de 5ans	300	38	
9. Objectif initial du projet CERF selon la proposition approuvée			
Apporter une réponse holistique (psychosociale, légale, sécuritaire, médicale et économique) et appropriée aux personnes les plus vulnérables ou personnes ayant subi des violations ou abus, inclus la prise en charge (PEC) des survivants (es) de Violences Basées sur le Genre (VBG) dans les régions de Mopti, Tombouctou, Gao et Kidal			
10. Résultats initiaux attendus selon la proposition CERF approuvée			
Au moins 5,000 femmes/hommes/enfants survivants (tes) des VBG identifiés ; 5000 femmes, 5,000 hommes et 300 enfants seront touchés par les activités d'animation de façon directe ; 100 pour cent femmes/hommes/enfants survivants (tes) des VBG identifiés auront une prise en charge ; Au moins 150 membres des organisations partenaires formés; 20 partenaires sont renforcés à la prise en charge psychosociale des survivants (es) des violences sexuelles dans les régions de Mopti, Tombouctou, Gao, Ségou, Bamako et Kidal ; 4 missions de supervision organisées dans les régions de Mopti, Tombouctou, Gao et Kidal.			
11. Résultats obtenus à l'aide du financement CERF			
- 12,321 personnes (8,703 femmes ; 2,807 hommes et 811 enfants) et ont été touchées par les animations communautaires et le dialogue établie à travers l'usage des radios de proximités.  617 survivants (es) ont été identifiés grâce aux animations communautaires et orientées vers les services de prise en charge Les 617 personnes identifiées ont toutes reçus une prise en charge psychosociale ; 64 ont reçu une prise en charge médicale et 24 un appui juridique. - Les activités d'animation de proximité et les messages diffusés par les radios ont touché environ 50,000 personnes selon les estimations de l'URTEL. - 289 partenaires ont été renforcés dont : 64 prestataires de santé à la prise en charge clinique des cas de viol ; 35 agents psycho-sociaux à la prise en charge psycho-sociale des survivantes			

<p>Les fonds CERF ont contribué à la prise en charge de :</p> <p>-3 missions de suivi et d'assistance au renforcement des capacités de la coordination régionale VBG de Tombouctou, Gao ont été menées menée. Malheureusement pour des raisons de sécurité, Kidal n'a pas bénéficié de missions.</p>	
<p>12. En cas de différence significative entre les résultats attendus et atteints, merci d'en expliquer les raisons:</p>	
<p>L'écart entre les chiffres s'explique à cause de l'insécurité dans le Nord du Mali et du manque d'accès à la région de Kidal, les services de prise en charge n'ont pu se déployer correctement. Pour les chiffres concernant les activités des medias, il y a une partie de l'activité qui a consisté à la diffusion de messages radiophoniques et d'autres à des sensibilisations. Nous remarquons en gros qu'il y a eu plus de réponses apportées que prévues. Ceci est dû au fait qu'avec le regroupement des activités de divers partenaires nous avons réalisés des économies d'échelle permettant de dépasser les prévisions initiales.</p>	
<p>13. Les activités financées par le CERF font-elles partie d'un projet CAP muni d'un code IASC marqueur de genre?</p>	<p>OUI <input type="checkbox"/> NON <input checked="" type="checkbox"/></p>
<p><b>Si 'Oui', quel est le code (0, 1, 2a, ou 2b): 2b</b></p>	
<p>14. Evaluation: Ce projet a-t-il été évalué ou il y a-t-il une évaluation en cours?</p>	<p>ÉVALUATION EFFECTUEE <input type="checkbox"/></p>
<p>Si l'évaluation a été effectuée, s'il vous plaît, décrivez les principales conclusions pertinentes ici et joindre les rapports d'évaluation ou fournissez des URL. Si l'évaluation est en cours, s'il vous plaît, informez lorsque l'évaluation devrait être finalisé et assurez-vous de soumettre le rapport ou l'URL une fois prêt. Si aucune évaluation n'a été effectuée ou en cours, s'il vous plaît décrivez la raison pourquoi le projet n'a pas été évalué.</p>	<p>EVALUATION EN COURS <input type="checkbox"/></p>
	<p>AUCUNE EVALUATION PREVUE <input checked="" type="checkbox"/></p>

**TABLE 8: LES RESULTATS DU PROJET**

CERF project information			
1. Agence:	UNHCR	5. Période de mise en œuvre du projet CERF:	14.04.14 – 31.12.14
2. Code du projet CERF:	14-UFE-HCR-016	6. Statut du projet CERF	<input type="checkbox"/> En cours
3. Groupe sectoriel/Secteur:	Protection		<input checked="" type="checkbox"/> Achevé
4. Titre du projet:	Monitoring de protection, suivi des retours, profilage des zones de retour et assistance juridique et judiciaire dans les régions de Gao, Tombouctou et Kidal		
7. Financement	a. Budget Total du Projet :	US\$ 23,765,486	d. Fonds CERF transmis aux partenaires d'exécution :
	b. Montant total du financement reçu pour le projet : c. Montant reçu du CERF :	US\$ 2, 529,724 US\$ 1, 108,025	- Partenaires ONG et Croix Rouge/Croissant Rouge : \$923,983 - Partenaires gouvernementaux : US\$ 0
Résultats Obtenus			
8. Nombre total de personnes ayant <u>bénéficié directement</u> du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et ans).			
<i>Nombre de Bénéficiaires Directs</i>	<i>Ciblés</i>	<i>Atteints</i>	<i>Commentaires</i>
a. Femmes	33,500	23,574	Le risque de compter doublement les bénéficiaires est minimisé par le fait que le HCR demande aux partenaires de travailler en synergie avec les autres acteurs humanitaires présents sur le terrain.
b. Hommes	27,000	22,598	
c. Nombre total de personnes (femmes + hommes):	60,500	46,172	
a. Enfants de 0 à 5 ans	2,500	4,867	La non atteinte globale de la cible fixée est due au fait que certaines zones d'intervention sont restées inaccessibles dues à la situation d'insécurité, notamment dans les localités de Menaka (Gao), Douekire et Doukouria à Tombouctou où le HCR avait prévu des activités de profilage et de monitoring mais qui n'ont pas pu être exécutés faute d'accès aux bénéficiaires à cause de l'insécurité..
9. Objectif initial du projet CERF selon la proposition approuvée			
Assurer la collecte des informations sur les incidents de protection, faire le suivi et le plaidoyer auprès des autorités et des structures pouvant donner la réponse;			
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Evaluer les besoins et la situation de protection dans les zones de retour;</li> <li>- S'assurer de l'accès des rapatriés et des IDPs retournés à leurs droits sans discrimination;</li> <li>- Soutenir les activités permettant le retour volontaire dans la sécurité et la dignité;</li> <li>- Renforcer les mécanismes étatiques et communautaires de protection;</li> <li>- Fournir les services essentiels de protection aux IDPs retournés et aux rapatriés;</li> <li>- Assurer l'enregistrement des rapatriés arrivés au Mali</li> <li>- Appuyer l'accès à la justice pour les populations dans le besoin</li> </ul>			
10. Résultats initiaux attendus selon la proposition CERF approuvée			
<ul style="list-style-type: none"> <li>• 3 structures de monitoring de protection sont fonctionnelles dans les régions de Gao, Tombouctou et Kidal et partagent leurs</li> </ul>			

informations sur une base mensuelle

- 8 mécanismes de protection communautaire sont mises en place et redynamisés dans les régions de Gao (03), Tombouctou (03) et Kidal (02)
- 3 structures de suivi des retours sont fonctionnelles dans les régions de Gao, Tombouctou et Kidal
- 3 structures d'évaluation des besoins dans les zones de retour sont fonctionnelles et 250 villages sont couverts
- 60 pour cent des retournés recouvrent leurs biens, maisons et autres propriétés et ont accès à la documentation.
- 100 pour cent des rapatriés arrivés au Mali sont enregistrés et leurs données mises dans la base des données
- 10 cliniques juridiques mobiles sont fonctionnelles dans les régions de Tombouctou (05) et Gao (05)
- 30 pour cent des populations vulnérables dans le besoin ont gratuitement accès à l'assistance juridique/judiciaire.
- 40 femmes para - juristes sont formées d'ici la fin de l'année 2014.

#### 11. Résultats obtenus à l'aide du financement CERF

- 3 structures de monitoring de protection (bureaux de l'ONG IEDA Relief) sont fonctionnelles dans les régions de Gao, Tombouctou et Kidal. Le monitoring des incidents de protection a permis de faciliter l'accès à des personnes victimes de différentes violations aux réponses appropriées (légale, matérielle, appui psychosocial, etc.). Le recrutement et la proximité des moniteurs de protection de l'ONG IEDA Relief a permis d'identifier et de documenter des incidents de protection. Au cours de l'année 2014, le projet a identifié 186 incidents de protection, parmi lesquels seulement 76 cas ont pu être référés auprès des structures de prise en charge pour des réponses appropriées (les autres cas n'ont pas pu être pris en charge dû au manque de structures de prise en charge). Ce monitoring a permis de suivre les tendances afin de mieux orienter les activités de protection et de plaider dans les zones concernées. 9,658 ménages ont été touchés par le monitoring de protection.
- Pour plus d'efficacité, ces 3 structures ont mis en place 2 sous - structures de terrain dans les zones où les populations encouraient les plus de risques (sous bureau IEDA Relief à Ménaka dans la région de Gao et Niafouké dans la région de Tombouctou).
- En plus, pour plus de proximité avec les populations affectées, le projet a mis en place 16 centres d'écoute tenus par le personnel d'IEDA Relief dans les communes les plus touchées. Ces petites structures ont permis de renforcer la protection par la présence et d'assurer un suivi de protection beaucoup plus rapproché, ce qui a permis au projet de prévenir des cas de violation de droits humains et d'identifier des cas de protection qui seraient autrement passés inaperçus. Dans ce cadre, 2,846 bénéficiaires à Tombouctou, 394 bénéficiaires à Kidal et 6627 bénéficiaires à Gao ont été soutenus.
- Les fonds CERF ont permis à l'ONG IEDA Relief de mettre en place et de renforcer 8 mécanismes de protection communautaire, sous la forme de Comités Locaux de Protection Communautaire (CPLC) dans les régions de Tombouctou (03/08 CPLC mis en place par IEDA), Gao (03/09 CPLC mis en place par IEDA), et Kidal (02/02 CPLC mis en place par IEDA). Chaque comité est composé de 15 membres et peut référer les bénéficiaires aux bureaux d'IEDA ou aux centres d'écoute. Ces comités locaux s'autofinancent et sont composés de personnes qui vivent au sein de la communauté. Grâce au fond CERF, IEDA a permis aux individus de non seulement identifier les problèmes de protection au sein de la communauté mais également de se prendre en charge et de trouver des solutions locales avant de référer.
- Les trois bureaux d'IEDA Relief ont également suivi qualitativement et quantitativement les retours dans les régions de Gao, Tombouctou et Kidal. Les activités de d'évaluation/profilage des zones de retour qui ont consisté en la collecte et en l'actualisation des informations sur les conditions de vie et les besoins humanitaires à Gao (200 missions effectuées), Tombouctou (170 missions effectuées) et Kidal (50 missions effectuées), par l'ONG IEDA Relief, ont servi d'outil de plaider pour une meilleure protection des ménages retournés et rapatriés. Ces informations ont aussi contribué à une bonne canalisation et une orientation de l'aide humanitaire vers les plus nécessiteux. Les informations ont été régulièrement recueillies et partagées par l'ONG IEDA Relief. Ce travail de profilage a également permis aux réfugiés Maliens de prendre des décisions de retour volontaire informées. Seuls 125 sites sur les 250 villages prévus ont été couverts par le profilage des zones de retour.
- Dans la région de Gao, 83,69 pour cent des ménages rapatriés suivis affirment avoir accès à leurs anciennes maisons. Près de 95 pour cent ont répondu avoir accès à leurs terres à leur retour.
- Dans la région de Kidal, 69,38 pour cent des ménages rapatriés suivis affirment avoir accès à leurs anciennes maisons. Près de 87 pour cent ont répondu avoir accès à leurs terres à leur retour.
- Dans la région de Tombouctou, 48,29 pour cent des ménages rapatriés suivis affirment avoir accès à leurs anciennes maisons. Plus de 82 pour cent ont répondu avoir accès à leurs terres à leur retour.
- Les fonds obtenus ont également permis à IEDA d'identifier les besoins en matière de protection (soit par des campagnes de sensibilisation, soit par le suivi direct). Ainsi, à Kidal, il a été noté que plus de 99,4 pour cent des enfants ne possédaient pas d'acte de naissance tandis que les régions de Gao et de Tombouctou arborent des taux respectifs de 77 pour cent et de 47,6 pour cent d'enfants n'ayant pas d'acte de naissance.
- Le résultat attendu selon le chiffre planifié de l'UNHCR d'enregistrer 19,000 rapatriés en 2014 a été dépassé. 20,961 personnes ont été enregistrées dans l'année par le gouvernement avec l'aide du HCR.
- 10 cliniques juridiques mobiles ont été mise en place dans les régions de Tombouctou (05/08 cliniques mises en place par AJM) et Gao (05/08 cliniques mises en place par AJM). A Gao, les cliniques ont comptabilisé 110 consultations relatives aux

<p>VBG sur les femmes et filles déplacées (7 cas référés/pris en charge et dont les dossiers sont en instance auprès des tribunaux). A Tombouctou, il y a eu 99 consultations dont 12 cas pris en charge par AJM. 9 pour cent des consultations sur les deux régions ont été prises en charge par le partenaire AJM et les cas ont eu accès gratuitement à l'aide judiciaire.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 40-50 femmes para – juristes ont été formées (deux formations) en 2014 par le partenaire AJM.</li> </ul>	
<p>12. En cas de différence significative entre les résultats attendus et atteints, merci d'en expliquer les raisons:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Seuls 125 sites sur les 250 villages prévus ont été couverts par le profilage des zones de retour, principalement en raison de la dégradation des conditions de sécuritaires dans le Nord. Malgré la précarité de la situation sécuritaire, IEDA Relief a maintenu sa stratégie de proximité avec les communautés en déployant les moniteurs de protection dans les communes prioritaires. Cela étant, les ressources humaines et logistiques n'ont pas été suffisantes pour permettre d'arriver dans tous les villages de retour des PDIs et des rapatriés. Les villages éloignés du chef-lieu du cercle de Ménaka dans la région de Gao et de Goundam dans la région de Tombouctou sont très difficiles d'accès. Il n'est donc pas facile d'avoir des informations sur la situation de protection dans ces villages.</li> <li>• Dans la région de Tombouctou, 46,96 pour cent déclarent ne pas avoir accès à leurs anciennes maisons, puisque la plupart ont été détruites.</li> <li>• L'accès à la documentation civile reste un problème sérieux auprès des personnes rapatriées suivies. Seules la réhabilitation des autorités maliennes dans le nord doit permettre à ces personnes d'avoir des cartes d'identité nationale ou tout autre document d'identité légalement reconnu par l'Etat Malien. Les rapatriés ne sont pas suffisamment sensibilisés par rapport à la nécessité de la documentation civile.</li> </ul>	
<p>13. Les activités financées par le CERF font-elles partie d'un projet SRP muni d'un code IASC marqueur genre?</p>	<p>OUI <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>NON <input type="checkbox"/></p>
<p><b>Si 'Oui', quel est le code (0, 1, 2a, ou 2b): 2b</b>  <b>Si 'Non' (ou si le code est 1 ou 0):</b></p>	
<p>14. Evaluation: Ce projet a-t-il été évalué ou il y a-t-il une évaluation en cours?</p>	<p>ÉVALUATION EFFECTUÉE <input type="checkbox"/></p>
<p>De nombreuses missions sur le terrain ont été effectuées par le HCR et les partenaires opérationnels ont soumis des rapports de suivi également. Lorsque les missions n'ont pas été possibles, dû à la situation sécuritaire non favorable, les bureaux de terrain du HCR ont travaillé en étroite collaboration avec les comités locaux de protection pour assurer que les activités étaient menées sur le terrain. Les rapports de terrains des bureaux de Gao et de Tombouctou, relatifs au projet de monitoring de protection, suivi des retours, profilage des zones de retour et assistance juridique et judiciaire dans les régions de Gao, Tombouctou et Kidal (en coopération avec les partenaires opérationnels IEDA Relief et AJM) seront transmis à une date ultérieure</p>	<p>EVALUATION EN COURS <input checked="" type="checkbox"/></p>
	<p>AUCUNE EVALUATION PREVUE <input type="checkbox"/></p>

**TABLE 8: LES RESULTATS DU PROJET**

TABLE 8: LES RESULTATS DU PROJET			
CERF project information			
1. Agence:	UNHCR	5. Période de mise en œuvre du projet CERF:	11.04.14 – 31.12.14
2. Code du projet CERF:	14-UFE-HCR-015	6. Statut du projet CERF	<input type="checkbox"/> En cours
3. Groupe sectoriel/Secteur:	Abris		<input checked="" type="checkbox"/> Achevé
4. Titre du projet:	Assurer l'accès à l'abri d'urgence et la distribution des biens non alimentaires de base aux rapatriés et aux retournés		
7. Financement	a. Budget Total du Projet :	US\$ 23, 285,695	d. Fonds CERF transmis aux partenaires d'exécution :
	b. Montant total du financement reçu pour le projet :	US\$ 3, 410,432 à la fin 2014 1, 381,537 au moment de la soumission	▪ - Partenaires ONG et Croix Rouge/Croissant Rouge : US\$ 99,362 (NRC)
	c. Montant reçu du CERF :	US\$ 500,000	▪ - Partenaires gouvernementaux : US\$ 0
Résultats Obtenus			
8. Nombre total de personnes ayant <u>bénéficié directement</u> du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et ans).			
<i>Nombre de Bénéficiaires Directs</i>	<i>Ciblés</i>	<i>Atteints</i>	<i>Commentaires</i>
a. Femmes	3,600	2,988	Le risque de compter doublement les bénéficiaires est minimisé par le fait que le HCR demande aux partenaires de travailler en synergie avec les autres acteurs humanitaires présents sur le terrain.
b. Hommes	3,400	2,812	
c. Nombre total de personnes (femmes + hommes):	7,000	5,800	
a. Enfants de moins de 5ans	910	754	
9. Objectif initial du projet CERF selon la proposition approuvée			
Faciliter l'accès à l'abri et aux biens non alimentaire des populations retournée, rapatriée et non déplacées des régions de Tombouctou et Gao.			
10. Résultats initiaux attendus selon la proposition CERF approuvée			
<ul style="list-style-type: none"> <li>• 500 ménages de Tombouctou et 500 ménages de vulnérables de Gao reçoivent un kit de Biens Non Alimentaires (NFI),</li> <li>• 150 ménages vulnérables de Gao et 150 ménages vulnérables de Tombouctou reçoivent de tentes, comme abris transitoires</li> </ul>			
11. Résultats obtenus à l'aide du financement CERF			
<ul style="list-style-type: none"> <li>• 500 ménages de Tombouctou et 500 ménages de vulnérables de Gao ont reçu un kit d'articles élémentaires et ménagers (NFI)</li> <li>• En 2014, 200 ménages vulnérables ont reçu des tentes à Gao comme abris transitoires. Aucune tente n'a été distribuée à Tombouctou selon le rapport de l'ONG NRC.</li> </ul>			
12. En cas de différence significative entre les résultats attendus et atteints, merci d'en expliquer les raisons:			
L'inaccessibilité de certaines zones dues à l'état des routes et à la détérioration des conditions sécuritaires ont fait que certains			



ménages très démunis n'ont pas pu recevoir les tentes prévues dans la région de Tombouctou. La présence des groupes armés a exacerbé et réduit l'espace humanitaire. En outre, la présence de restes explosifs de guerre expose constamment le personnel du HCR et des partenaires opérationnels aux risques d'atteinte physique. On peut mentionner en particulier l'incident tragique qui a coûté la vie à 02 staffs du partenaire NRC en plein exercice de leurs fonctions.

13. Les activités financées par le CERF font-elles partie d'un projet SRP muni d'un code IASC marqueur de genre?

OUI  NON

**Si 'Oui', quel est le code (0, 1, 2a, ou 2b): 2b**

**Si 'Non' (ou si le code est 1 ou 0):**

Des comités de distribution et de sélection ont été mis en place en tenant compte de la parité hommes/femmes dans leur composition.

14. Evaluation: Ce projet a-t-il été évalué ou il y a-t-il une évaluation en cours?

ÉVALUATION  
EFFECTUÉE

L'équipe de la Coordination des Abris a mis en place un système de visites régulières auprès des bénéficiaires pour s'assurer de l'assistance apportée.

EVALUATION EN  
COURS

AUCUNE EVALUATION  
PREVUE

**TABLE 8: LES RESULTATS DU PROJET**

CERF project information			
1. Agence:	OIM	5. Période de mise en œuvre du projet CERF:	24.04.14 – 31.12.14
2. Code du projet CERF:	14-UFE-IOM-017	6. Statut du projet CERF	<input type="checkbox"/> En cours
3. Groupe sectoriel/Secteur:	Protection		<input checked="" type="checkbox"/> Achevé
4. Titre du projet:	Protection des Personnes Déplacées Internes (PDI) en mouvement à travers le Mali		
7. Financement	a. Budget Total du Projet :	US\$ 5,000,000	d. Fonds CERF transmis aux partenaires d'exécution : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ - Partenaires ONG et Croix Rouge/Croissant Rouge : US\$ 0</li> <li>▪ - Partenaires gouvernementaux : US\$ 0D</li> </ul>
	b. Montant total du financement reçu pour le projet :	US\$ 300,000	
	c. Montant reçu du CERF :	US\$ 100,000	
Résultats Obtenus			
8. Nombre total de personnes ayant <u>bénéficié directement</u> du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et ans).			
<i>Nombre de Bénéficiaires Directs</i>	<i>Ciblés</i>	<i>Atteints</i>	<i>Commentaires</i>
a. Femmes	550	935	
b. Hommes	450	150	
c. Nombre total de personnes (femmes + hommes):	1,000	1,085	
a. Enfants	100	60	
9. Objectif initial du projet CERF selon la proposition approuvée			
Les personnes vulnérables en mouvement à travers le pays ont accès à un système de protection efficace (identification, référencement aux agences spécialisées et / ou prise en charge directe dans les points de départ, transit et arrivée du Mali)			
10. Résultats initiaux attendus selon la proposition CERF approuvée			
<p>Les personnes vulnérables en mouvement sont rapidement identifiées et référées aux agences spécialisées à travers le pays.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de personnes vulnérables identifiées et référées aux agences partenaires, désagrégé par âge, sexe, types de vulnérabilité, zones géographiques et agences partenaires.</li> <li>- 500 personnes vulnérables sont référées aux structures spécialisées</li> </ul> <p>En l'absence de solutions adéquates immédiates, les personnes vulnérables en mouvement nécessitant une aide d'urgence sont assistées directement par les équipes Protection de l'OIM.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de personnes vulnérables assistées directement désagrégé par âge, sexe, types de vulnérabilité et zones géographiques.</li> <li>- 500 personnes bénéficient d'une aide d'urgence délivrée par les équipes Protection OIM (hébergement d'urgence, vivres, non vivres, frais médicaux, transport, etc.)</li> </ul>			
11. Résultats obtenus à l'aide du financement CERF			
<p>L'objectif de ce projet était d'identifier et de fournir une assistance de protection immédiate aux populations les plus vulnérables touchées par le conflit et / ou de référer les cas les plus vulnérables aux agences spécialisées pour assistance.</p> <p>Ce projet visait également à recueillir des informations sur les populations vulnérables - à travers la DTM - pour faciliter leur identification et leur assistance par les équipes mobiles de protection de l'OIM et aussi par la communauté humanitaire.</p>			

<p>Les activités ont été menées en étroite collaboration avec le Ministère de la Promotion de la femme, de la famille et de l'enfant à travers la Direction nationale pour la Promotion de l'Enfant et de la Famille (DNPEF), les centres de santé communautaires, le Cluster Protection ainsi que les ONG médicales spécialisées telles que Médecins Sans Frontières (MSF), Médecins du Monde (MDM) l'ONG Greffa, la clinique juridique et la UNFPA (Fonds des Nations Unies pour la Population).</p> <p>En outre, grâce au financement du CERF, une aide directe et rapide a pu être délivrée. L'OIM a pu déployer un personnel de protection mobile qualifié dans les régions de Tombouctou, Gao, Mopti ainsi qu'à Bamako. Le personnel de la protection se composait de psychologues, de travailleurs sociaux et d'avocats qui assuraient l'identification précoce, l'orientation, l'aide directe et le suivi des cas vulnérables. Ces derniers ont pu être formés aux principes de protection et ont pu développer le réflexe de signaler automatiquement les cas les plus vulnérables.</p> <p>L'identification précoce des cas a été possible grâce au travail conjoint du personnel de la protection et du personnel de la DTM de l'OIM aux Points de contrôle de mouvement des populations (Flow monitoring points - FMP), à l'entrée principale et aux points de transit des villages de Bamako, Mopti, Tombouctou et Gao.</p> <p>Grâce à ce projet, l'équipe de protection de l'OIM a ainsi identifié 1,292 cas vulnérables sur lesquels 1,085 ont reçu une assistance directe, incluant des conseils, un soutien psychosocial et mental ainsi qu'une aide d'urgence (nourriture, abris temporaires, articles non alimentaires, soins médicaux et transport).</p> <p>De plus, 144 des 1292 cas identifiés ont été référés à des agences spécialisées – système de référencement - telles que le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Save the Children, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), l'Agence de coopération technique et au développement (ACTED) et le Conseil Norvégien pour les Réfugiés (NRC).</p>	
<p>12. En cas de différence significative entre les résultats attendus et atteints, merci d'en expliquer les raisons:</p>	
<p>Initialement le projet prévoyait le référencement de 500 personnes vulnérables aux agences spécialisées, en définitive seulement 144 cas ont pu l'être. Le défi du projet a été de trouver des partenaires prêts à accepter les référencement. La raison la plus souvent soulevée était le manque de financement au niveau des agences. La prise en charge de tous les cas prévus par les agences n'a pas été possible. Par contre, le projet a permis d'assurer une assistance directe à un plus grand nombre de personnes qu'initialement planifié. De plus, l'OIM a participé mensuellement aux réunions organisées par le cluster protection (GSP) et à celles organisées par le sous cluster protection de l'enfance (SCPE) et y a soulevé régulièrement la question du manque de partenaires en termes de référencement.</p>	
<p>13. Les activités financées par le CERF font-elles partie d'un projet CAP muni d'un code IASC marqueur de genre?</p>	<p>OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/></p>
<p><b>Si 'Oui', quel est le code (0, 1, 2a, ou 2b):</b>  <b>Si 'Non' (ou si le code est 1 ou 0):</b> Durant toutes les phases du projet les personnes vulnérables ont été prises en compte, incluant les femmes, les enfants et les personnes âgées. Une attention particulière a été portée aux femmes cheffes de familles, les chefs de familles séniors ainsi qu'aux personnes handicapées.</p>	
<p>14. Evaluation: Ce projet a-t'il été évalué ou il y a-t-il une évaluation en cours?</p>	<p>ÉVALUATION EFFECTUEE <input type="checkbox"/></p>
<p><input type="checkbox"/> Une fois que les personnes les plus vulnérables sont identifiées et assistées, les équipes mobiles de protection assurent un suivi auprès de ces dernières. Ainsi, les bénéficiaires pourront être évalués et orientés vers d'autres structures si nécessaire. De plus, ce travail de suivi permet aux équipes de l'OIM de mieux connaître le profil de chaque personne déplacée rencontrée. Ces informations précieuses récoltées pourront être partagées (en tenant compte des règles de confidentialité) avec la communauté humanitaire ou l'État.</p> <p>OIM Mali a réussi à mener à bien l'ensemble des activités décrites dans la proposition initiale du projet et a aussi pu respecter le calendrier du projet.</p> <p><input type="checkbox"/> Ce projet a contribué à renforcer la capacité du Gouvernement Malien à identifier les populations les plus vulnérables affectées par le conflit et à leur fournir une assistance de protection.</p> <p><input type="checkbox"/> En tenant compte de la capacité de réponse faible des institutions étatiques présentes dans les régions touchées par le conflit, ce projet a particulièrement renforcé la capacité du ministère de la Solidarité, des affaires humanitaires et de la reconstruction dans le Nord, le ministère de l'Intérieur et de la Sécurité et le Ministère de la Promotion de la Femme, de la Famille et de l'enfant, à</p>	<p>EVALUATION EN COURS <input type="checkbox"/></p> <p>AUCUNE EVALUATION PREVUE <input checked="" type="checkbox"/></p>

concevoir et donner une réponse aux personnes déplacées les plus vulnérables, aux personnes rapatriées et aux communautés d'accueil.

▫ Ce projet a permis la création d'un Fonds d'intervention rapide pour répondre rapidement aux besoins des populations vulnérables en termes de nourriture, d'abris temporaires, d'articles non alimentaires, de soins médicaux et de transport. 9 Rapports d'activités ont été réalisés par l'équipe de la protection à Bamako.

**TABLE 8: LES RESULTATS DU PROJET**

CERF project information			
1. Agence:	OIM	5. Période de mise en œuvre du projet CERF:	11.04.14 – 31.12.14
2. Code du projet CERF:	14-UFE-IOM-018	6. Statut du projet CERF	<input type="checkbox"/> En cours
3. Groupe sectoriel/Secteur:	WASH		<input checked="" type="checkbox"/> Achevé
4. Titre du projet:	Approvisionnement en Eau, Hygiène et Assainissement dans les zones affectées par les conflits avec un nombre élevé des PDIs et retournés		
7. Financement	a. Budget Total du Projet :	US\$ 2,000,000	d. Fonds CERF transmis aux partenaires d'exécution :
	b. Montant total du financement reçu pour le projet :	US\$ 299,925	▪ - Partenaires ONG et Croix Rouge/Croissant Rouge :
	c. Montant reçu du CERF :	US\$ 299,925	▪ - Partenaires gouvernementaux :
			US\$ 109,544
			US\$ 0
Résultats Obtenus			
8. Nombre total de personnes ayant <u>bénéficié directement</u> du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et ans).			
<i>Nombre de Bénéficiaires Directs</i>	<i>Ciblés</i>	<i>Atteints</i>	<i>Commentaires</i>
a. Femmes	5,280	5,280	
b. Hommes	5,280	5,280	
c. Nombre total de personnes (femmes + hommes):	10,560	10,560	
a. Enfants	1,300	1,300	
9. Objectif initial du projet CERF selon la proposition approuvée			
Réduction des maladies chroniques d'origine hydrique à travers la réhabilitation des points d'eau, la fourniture des kits hygiène et la sensibilisation à l'hygiène liée à l'eau dans les villages avec un nombre élevé de déplacés et retournés.			
10. Résultats initiaux attendus selon la proposition CERF approuvée			
<ul style="list-style-type: none"> <li>• 11 points d'eau fonctionnels</li> <li>• 11 comités de gestion des points d'eau formés sont en place</li> <li>• 11 campagnes d'hygiène ont été conduites avec distribution des kits hygiène</li> <li>• Les comités d'eau sont équipés en outils et pièces de rechange pour la réparation et maintenance des points d'eau</li> </ul> <p>La population consomme l'eau d'un point d'eau protégé contre d'éventuelles contaminations bactériologiques.            Au moins 400 personnes utilisent un point d'eau produisant 12,5 litre par minute disposant au moins 25 litres par personne et par jour ;            Plus de 900 ménages disposent de 20 litres des récipients de stockage de l'eau à domicile, de désinfectant, et des dispositifs de lavage des mains.            Baisse sensible du nombre des personnes souffrant des maladies d'origine hydrique.</p>			
11. Résultats obtenus à l'aide du financement CERF			
<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ 11 points d'eau réhabilités, 900 kits hygiènes distribués à 900 ménages</li> <li>✓ Renforcement des capacités de 11 comités locaux de gestion des points d'eau</li> <li>✓ Formation de 08 techniciens réparateurs de pompe à motricité humaine, Fournitures des kits d'usure des pompes à motricité Humaines à 04 communes</li> <li>✓ Organisation de 07 campagnes d'hygiène dans 07 villages et établissement, formation de 14 sensibilisateurs</li> <li>✓ La population consomme l'eau d'un point d'eau protégé contre d'éventuelles contaminations bactériologiques.</li> </ul>			

<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Au moins 400 personnes utilisent un point d'eau produisant 12,5 litre par minute disposant au moins 25 litres par personne et par jour ;</li> <li>✓ Plus de 900 ménages disposent de 20 litres des récipients de stockage de l'eau à domicile, de désinfectant, et des dispositifs de lavage des mains.</li> <li>✓ Baisse sensible du nombre des personnes souffrant des maladies d'origine hydrique</li> </ul>	
12. En cas de différence significative entre les résultats attendus et atteints, merci d'en expliquer les raisons:	
<p>En juin 2014 une enquête WASH a été effectuée dans 21 villages dans le cercle de Douentza. Une enquête WASH assortie des recommandations à la base d'activités du projet est en cours en revue. Ainsi un appel d'offre en vue de réhabilitation des 11 points d'eau retenus à Gao (Communes de Gounzoureye et Sony Aliber) et Mopti (Cercle de Douentza commune de Déré et Douentza centre) ont été retenus. A l'issue de l'appel d'offre les travaux de réhabilitation de 11 points d'eau (dont 07 à Douentza et 04 à Gao) ont été confiés à deux entreprises locales. La formation des sensibilisateurs WASH, les campagnes d'hygiène et la distribution des kits WASH et le suivi du projet a été réalisé directement par l'OIM dans les zones accessibles à Douentza et la DRH (Direction Régionale de l'Hydraulique) dans les zones inaccessibles pour raisons de sécurité dans la région de Gao. Les échantillons d'eau des 11 points d'eau sélectionnés étaient collectés et soumis aux analyses physico chimique et bactériologique au laboratoire régional des eaux de Mopti. La conception d'ouvrages et le dossier d'appel d'offres ont été conçus par l'OIM.</p> <p>07 campagnes WASH ont été conduites au lieu de 11 initialement prévu suite à l'inaccessibilité de 04 villages de Gao pour raison de sécurité. Réparation de deux Pompes à Motricité Humaine (PMH) en panne comme matériels didactiques de la séance pratique de formation des techniciens réparateurs des PMH.</p> <p>En plus de la consommation humaine les puits modernes à grands diamètres réhabilités servent aux communautés bénéficiaires en permettant l'abreuvement de leurs bétails et l'arrosage de leurs jardins potagers.</p>	
13. Les activités financées par le CERF font-elles partie d'un projet CAP muni d'un code IASC marqueur de genre?	OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>
<b>Si 'Oui', quel est le code (0, 1, 2a, ou 2b): 2a</b> <b>Si 'Non' (ou si le code est 1 ou 0):</b>	
14. Evaluation: Ce projet a-t'il été évalué ou il y a-t-il une évaluation en cours?	ÉVALUATION EFFECTUÉE <input type="checkbox"/>
Evaluation en cours	EVALUATION EN COURS <input checked="" type="checkbox"/>
	AUCUNE EVALUATION PREVUE <input type="checkbox"/>

**TABLE 8: LES RESULTATS DU PROJET**

CERF project information			
1. Agence:	OIM	5. Période de mise en œuvre du projet CERF:	24.04.14 – 31.12.14
2. Code du projet CERF:	14-UFE-IOM-019	6. Statut du projet CERF	<input type="checkbox"/> En cours
3. Groupe sectoriel/Secteur:	Abris		<input checked="" type="checkbox"/> Achevé
4. Titre du projet:	Fourniture d'abris et kits non alimentaire aux familles retournées du Mali		
7. Financement	a. Budget Total du Projet :	US\$ 3, 000,000	d. Fonds CERF transmis aux partenaires d'exécution :
	b. Montant total du financement reçu pour le projet :	US\$ 250,000	▪ - Partenaires ONG et Croix Rouge/Croissant Rouge :
	c. Montant reçu du CERF :	US\$ 250,000	▪ - Partenaires gouvernementaux :
			\$0
			\$0
Résultats Obtenus			
8. Nombre total de personnes ayant <u>bénéficié directement</u> du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et ans).			
<i>Nombre de Bénéficiaires Directs</i>	<i>Ciblés</i>	<i>Atteints</i>	<i>Commentaires</i>
a. Femmes	510	3,330	Le projet a été entièrement exécuté par l'OIM sans l'engagement d'un partenaire de mise en œuvre.
b. Hommes	510	830	
c. Nombre total de personnes (femmes + hommes):	1,020	4,160	
a. Enfants	122	300	
9. Objectif initial du projet CERF selon la proposition approuvée			
Apporter une assistance en abri et articles non alimentaires afin de répondre aux besoins des personnes déplacées et des retournées dans le nord du Mali.			
10. Résultats initiaux attendus selon la proposition CERF approuvée			
<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1,020 personnes ayant des besoins spécifiques en abris, y compris les enfants et les femmes sont identifiées et assistés.</li> <li>• 170 ménages les plus vulnérables, tant les familles d'accueil que les personnes déplacées reçoivent une aide vitale en abri.</li> <li>• 170 kits d'article non - alimentaire distribués aux familles concernées.</li> </ul>			
11. Résultats obtenus à l'aide du financement CERF			
<p><b>Activité 1:</b> Identifier les bénéficiaires les plus vulnérables pour l'allocation de l'assistance en abris.</p> <p><b>Activité 2:</b> Achat et transport d'abris et de kits d'articles non alimentaires dans les zones de mise en œuvre du programme à travers des compagnies de transport locales.</p> <p><b>Activité 3:</b> En coordination avec le Gouvernement du Mali, fourniture d'abris et de kits d'articles non alimentaires aux bénéficiaires du projet.</p> <p>A travers ces différentes composantes, l'OIM et le gouvernement du Mali ont fournis un soutien à 640 ménages les plus vulnérables. Le nombre de bénéficiaires a augmenté grâce à une approche d'études de marché fiable qui a permis d'aborder les fournisseurs ayant les meilleurs produits aux meilleurs prix en raison de 160 à Mopti, 260 à Tombouctou et 220 à Gao.</p> <p><b>1. Identifier les bénéficiaires les plus vulnérables pour l'allocation de l'assistance en abris.</b></p> <p>L'objectif de cette activité est d'évaluer et d'identifier afin de répondre aux préoccupations des personnes déplacées et retournées les plus vulnérables en particulier en ce qui concerne l'accès aux services de base et d'autres questions de protection, conduisant à</p>			

une meilleure réponse à Mopti, Gao, Tombouctou et Kidal.

Cette activité s'est déroulée en plusieurs phases :

### 1.1 Discussion avec les autorités et les partenaires

Cette étape a permis de prendre contact avec les autorités et les différents partenaires sur le terrain, pour mieux orienter l'identification afin d'éviter les cas de doublon et aussi promouvoir une approche participative pour tous les intervenants.

### 1.2 Evaluation et Identification des bénéficiaires

Sur la base de la fiche d'évaluation (en annexe) et conformément à la méthodologie établie, et des critères définis (femme chef de ménage, personne âgée) une évaluation rapide a été effectuée avec comme socle d'actions, les bases de données de l'OIM et des différents partenaires, mais aussi celles des services des autorités régionales.

Ces évaluations ont été faites auprès des ménages préalablement ciblés, avec l'appui des superviseurs et enquêteurs de l'OIM formés en la matière.

Cette étape a permis non seulement de recueillir des données quantitatives et qualitatives mais aussi voir sur place les conditions socio-économiques des ménages.

Après ces évaluations les listes définitives ont été arrêtées en collaboration avec les autorités régionales.

### 2. Achat et transport d'abris et de kits d'articles non alimentaires dans les zones de mise en œuvre du programme à travers des compagnies de transport locales.

Initialement le projet a visé l'achat de 170 tentes et 170 kits NFIs, avec la mise en œuvre des activités sur le terrain et au budget disponible, le projet a permis l'acquisition de 50 tentes, 320 kits NFIs et à assister 320 ménages vulnérables en cash en assistance abris.

Ces produits ont été acheminés dans les zones bénéficiaires du projet par les compagnies de transport locales.

### 3. Fourniture d'abris et d'articles non alimentaires aux bénéficiaires.

#### a. Fourniture d'articles non alimentaires aux bénéficiaires.

Sur la base des résultats des évaluations menées, une distribution des kits NFIs et de l'assistance abris (en cash) a été organisée. Les ménages vulnérables sélectionnés ont reçu chacun des cartes de distribution afin de faciliter le système de distribution mis en place.

Au total 320 kits NFIs ont servis à appuyer le même nombre de ménages soit environ 2,080 individus, dont : 80 à Mopti, 140 à Tombouctou et 100 à Gao

Les kits NFI sont constitués de nattes en plastique, couvertures, moustiquaires et fournitures de cuisine.

#### b. Fourniture d'abris

Grâce à cette activité, l'OIM a pris des mesures visant à soutenir les familles déplacées et retournées ayant des besoins urgents en abris.

Une première identification des ménages ayant des besoins en abris a été menée en étroite collaboration avec les partenaires et les autorités sur place. Après cette phase d'identification des évaluations ont été menées afin de déterminer le nombre de ménages à assister.

L'objectif initial de cette activité était d'assister 150 familles vulnérables. Le projet a permis d'assister 370 ménages vulnérables dont 320 en transfert de cash (144,000 F.CFA/ménage) et 50 ménages qui ont reçu des tentes, soit un total de 2,080 ménages déplacés et retournés assistés en abris, conformément à la répartition suivante : 80 ménages à Mopti, 120 à Tombouctou 120, et 120 à Gao.

12. En cas de différence significative entre les résultats attendus et atteints, merci d'en expliquer les raisons:

Le projet a pu assister beaucoup plus de ménages qu'initialement prévu, ceci grâce à une approche d'études de marché fiable qui a permis d'aborder les fournisseurs ayant les meilleurs produits aux meilleurs prix.

13. Les activités financées par le CERF sont-elles parties d'un projet SRP muni d'un code IASC marqueur de genre?

OUI   
NON

Si 'Oui', quel est le code (0, 1, 2a, ou 2b):

Si 'Non' (ou si le code est 1 ou 0): Le projet a pris en compte les critères de vulnérabilité pour assister les bénéficiaires et parmi ces critères les femmes avaient la priorité raison pour laquelle les femmes ont été majoritairement assistées.

14. Evaluation: Ce projet a-t-il été évalué ou il y a-t-il une évaluation en cours? Quelques semaines après l'assistance, nous avons effectué une visite rapide aux quelques bénéficiaires, nous avons constaté une grande satisfaction desdits bénéficiaires ainsi que la communauté

ÉVALUATION EFFECTUEE



<p>dans laquelle ils s'y trouvent. Le manque d'emploi et la situation économique difficile ont fait que beaucoup de ménages vivaient encore dans des maisons qui avaient été détruits par les événements, manque de fenêtre, de porte, toilettes délabrées. L'assistance reçue par l'OIM a permis de réparer la plupart de ces dégâts.</p>	
	<p>EVALUATION EN COURS <input type="checkbox"/></p>
	<p>AUCUNE EVALUATION PREVUE <input checked="" type="checkbox"/></p>

## ANNEXE 1. FINANCEMENTS DU CERF TRANSFERE AUX PARTENAIRES DE MISE EN OEUVRE

Code du Project CERF	Groupe Sectoriel/Secteur	Agence	Nom du Partenaires de mise en oeuvre	Sous-subvention fait sous l'accord du partenariat préexistant	Type du Partenaire	Total des fonds du CERF transférés au Partner US \$	Date du premier versement Transféré	Date du debut des activités financées par CERF au partenaire	Commentaires / Remarques
14-UFE-CEF-044	Protection	UNICEF	Direction Nationale de la Promotion de la Famille et de l'Enfant	Oui	GOUV	\$59,572	11-Jun-14	3-Aug-14	La Direction nationale était destinataire des supports de sensibilisation qu'elle a ensuite mis à la disposition de tous les acteurs aussi bien à partir de Bamako que dans les régions. Elle a aussi assuré les formations de Gao et Tombouctou.
14-UFE-CEF-044	Protection	UNICEF	Handicap	oui	ONGI	\$42,425	20-Aug-14	28-Aug-14	Ce montant est une contribution à un projet plus large du partenaire avec UNICEF sur l'Education aux risques de REG et l'appui à la prise en charge des victimes dans les regions de Gao et Tombouctou.
14-UFE-CEF-044	Protection	UNICEF	Assciation pour la Promition des Jeunes et Enfants Communicateurs	Non	ONGN	\$4,998	26-Nov-14	1-Dec-14	APJEC est une association des jeunes qui s'est engagé et a réalisé une tournée dans les régions de Mopti, Gao et Tombouctou pour sensibiliser sur les risques des reste explosifs de geurre et en même temps identifier les jeunes qui s'engagent a surveiller et rapporter par téléphone mobile les cas de violation des droits des enfants dans leurs milieux.

14-UFE-CEF-044	Protection	UNICEF	Enda Mali	Oui	ONGN	\$19,845	23-Jun-14	1-Jul-14	Appui donné a Enda Mali pour inclusion des activité d'éducation aux risques des REG dans le projet de Soutien Psychosocial déjà en cours dans la région de Gao
14-UFE-CEF-044	Protection	UNICEF	Association Jeunesse et Developpement du Mali	Oui	ONGN	\$14,795	16-Oct-14	20-Oct-14	Ce financement a contribué à répondre aux besoins résiduels en sensibilisation aux risques des Restes Explosifs de Guerre dans la Région de Segou, Commune de Djabali
14-UFE-CEF-043	Éducation	UNICEF	Save the Children	Non	ONGI	\$78,710	7-Jun-14	1-Jul-14	Compte tenu de l'urgence de la mise en oeuvre du programme et de l'importance des activités éducatives, les partenaires ont commencé les interventions notamment la mobilisation des communautés et l'identification des élèves et animateurs avant de recevoir le premier financement.
14-UFE-CEF-043	Éducation	UNICEF	Norwegian Refugee Council	Non	ONGI	\$229,608	27-Jun-14	1-Jul-14	Compte tenu de l'urgence de la mise en oeuvre du programme et de l'importance des activités éducatives, les partenaires ont commencé les interventions notamment la mobilisation des communautés et l'identification des élèves et animateurs avant de recevoir le premier financement
14-UFE-CEF-042	Santé	UNICEF	Direction Nationale de la santé	Oui	GOUV	\$327,150	15-Jul-14	11-Aug-14	Pour les raisons de sécurité la région de Kidal a réalisé la Campagne 4 mois après Tombouctou et Gao
14-UFE-CEF-041	Nutrition	UNICEF	CRB	Oui	ONGI	\$97,914	21-Oct-14	1-Nov-14	N/A
14-UFE-CEF-041	Nutrition	UNICEF	ACTED	Oui	ONGI	\$318,305	8-Jul-14	15-Jul-14	N/A
14-UFE-CEF-041	Nutrition	UNICEF	ASDAP	Oui	ONGN	\$110,644	2-Sep-14	15-Sep-14	N/A

14-UFE-CEF-041	Nutrition	UNICEF	TdH	oui	ONGI	\$67,789	4-Nov-14	15-Nov-14	N/A
14-UFE-CEF-041	Nutrition	UNICEF	ACF	Oui	ONGI	\$121,469	18-Aug-14	1-Sep-14	N/A
14-UFE-CEF-040	Eau, assainissement et hygiène	UNICEF	ACTED	Oui	ONGI	\$411,760	3-Mar-14	15-Mar-14	signature du contrat avec le partenaire le 03/03/2014 correspondant au début des activités, premier versement des fonds CERF le 15/03/2014
14-UFE-WFP-023	Aide alimentaire	PAM	Handicap International	Non	ONGI	\$172,866			
14-UFE-WFP-023	Aide alimentaire	PAM	OXFAM	Non	ONGI	\$60,203			
14-UFE-WFP-022	Nutrition	PAM	NRC	Oui	ONGI	\$1,352	14-Oct-14	14-Oct-14	N/A
14-UFE-WFP-022	Nutrition	PAM	ACF	Oui	ONGI	\$7,168	14-Oct-14	14-Oct-14	N/A
14-UFE-WFP-022	Nutrition	PAM	ACTED	Oui	ONGI	\$1,086	23-Dec-14	23-Dec-14	N/A
14-UFE-WFP-022	Nutrition	PAM	DRC	Oui	ONGI	\$2,850	3-Jun-14	3-Jun-14	N/A
14-UFE-WFP-022	Nutrition	PAM	OXFAM	Oui	ONGI	\$8,029	20-Dec-14	20-Dec-14	N/A
14-UFE-WFP-022	Nutrition	PAM	Association pour le Développement Global (ADG)	oui	ONGN	\$3,699	24-Sep-14	23-Dec-14	N/A
14-UFE-WFP-022	Nutrition	PAM	CARE Mali	Oui	ONGI	\$3,984	24-Sep-14	24-Sep-14	N/A
14-UFE-WFP-022	Nutrition	PAM	Islamic relief UK	Oui	ONGI	\$2,373	6-Aug-14	3-Nov-14	N/A
14-UFE-WFP-022	Nutrition	PAM	World Vision	Oui	ONGI	\$8,997	1-Sep-14	1-Sep-14	N/A
14-UFE-WFP-022	Nutrition	PAM	AFRICARE	Oui	ONGI	\$2,300	1-Sep-14	24-Dec-14	N/A
14-UFE-WFP-022	Nutrition	PAM	Handicap International	Oui	ONGI	\$4,099	3-Jun-14	4-Nov-14	N/A
14-UFE-WFP-022	Nutrition	PAM	Solidarité Internationale	Oui	ONGI	\$1,900	14-Oct-14	14-Oct-14	N/A
14-UFE-FAO-012	Agriculture	FAO	Handicap International	Non	ONGI	\$54,552	1-May-14	9-May-14	N/A
14-UFE-FAO-012	Agriculture	FAO	CAES	Non	ONGN	\$62,873	1-May-14	8-May-14	N/A
14-UFE-FAO-012	Agriculture	FAO	Planete Urgence	Non	ONGI	\$63,077	1-May-14	9-May-14	N/A
14-UFE-HCR-016	Protection	UNHCR	IEDA Relief	Oui	ONGI	\$703,310	14-Apr-14	14-Apr-14	N/A
14-UFE-HCR-016	Protection	UNHCR	AJM	Oui	ONGN	\$220,673	14-Apr-14	14-Apr-14	N/A
14-UFE-HCR-015	Abris et NFI	UNHCR	NRC	Oui	ONGI	\$99,362	11-Apr-14	11-Apr-14	N/A
14-UFE-WHO-020	Santé	UNFPA	Direction Nationale de la Santé	Oui	GOUV	\$162,000	24-Apr-14	24-Apr-14	Projet conjoint execute avec l'UNFPA

14-UFE-IOM-018	Eau, assainissement et hygiène	OIM	YOULWA	Non	ONGN	\$33,110	11-Apr-14	11-Apr-14	
14-UFE-IOM-018	Eau, assainissement et hygiène	OIM	IMADEL	Non	ONGN	\$19,940	11-Apr-14	11-Apr-14	
14-UFE-IOM-018	Eau, assainissement et hygiène	OIM	AES BTP	Non	ONGN	\$56,493	11-Apr-14	11-Apr-14	

## ANNEXE 2: ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS (Par Ordre Alphabétique)

A remplir	A remplir
AAR	After Action Review
ASC	Agent de Santé Communautaire
ACTED	Agency for Technical Cooperation and development
AJM	Association des Juristes Maliens
ANJE	Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant
CSCOM	Centre de Santé Communautaire
CAP	Centre d'Animation Pédagogique
CSA	Commissariat à Sécurité Alimentaire
CICR	Comité International de la Croix Rouge
CSREF	Centre de Santé de Référence
CH	Coordinateur Humanitaire
CLPCL	Comité Locaux de Protection Communautaire
CERF	Common Emergencies Relief Fond
DRPFEF	Direction Régionale de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille
DRDSES	Direction Régionale du Développement Social et de l'Economie Solidaire
DRS	Direction Régionale de la Santé
DRPC	Direction Régionale de la Protection Civile
DNPEF	Direction Nationale de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille
DTM	Displacement Tracking Matrix
DMU/SONU	Dispositif Minimum D'Urgence/Soins Obstétricaux et Néonataux d'Urgence
EDS	Enquête Démographique et Santé
ECHO	European Commission Humanitarian aid Office
FMP	Flow Monitoring Point
FAO	Food and Agriculture Organization
GTLAM	Groupe de Travail de Lutte Anti Mine Humanitaire
GREFA	Groupe de Recherche, d'Etude et de Formation Femme-Action
GSP	Groupe Sectoriel Protection
HNO	Humanitarian Need Overview
HCR	Haut-Commissariat aux Réfugiés
IEDA Relief	International Emergency and Development Aid
IFM	Institut de Formation de Maîtres
IRC	International Rescue Committee
IPSR	Intervention Prolongée de Secours et de Redressement
IASC	Inter Agency Standing Committee
IST	Infection Sexuellement Transmissible
IEC	Information Education Communication
MAG	Malnutrition Aiguë Globale
MAS	Malnutrition Aiguë Sévère
MAM	Malnutrition Aiguë Modérée
MISMA	Mission Internationale de Soutien au Mali
MINUSMA	Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali
MdM	Médecin du Monde
MSHP	Ministère de la Santé de l'Hygiène Publique
NRC	Norwegian Refugee Council
NFI	Non Food Items
NISS	National Injury Surveillance System
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
OCHA	Office of the Coordination of Humanitarian Affairs

ORTM	Office des Radios et Télévision Maliennes
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PDI	Personnes Déplacée Interne
PHM	Pompe à Motricité Humaine
PMA	Paquet Minimum d'Activités
PEC	Prise en Charge
PFE	Pratiques Familiales Essentielles
PEV	Programme Elargi de Vaccination
RC	Resident Coordinator
REG	Reste d'Explosifs de Guerre
SSAP	Scolarisation Accélérée/Passerelle
SLPFEF	Service Local de la Promotion Femme, Enfant et Famille
SDSES	Service de Développement Social et Economie Solidaire
SMART	Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transitions
SCPE	Sous Cluster Protection de l'Enfant
SRP	Strategic Response Plan
UNICEF	United Nations International Children's Fund
URTEL	Union des Radios et Télévision Libres
UNFPA	United Nations Population Fund
VAD	Visite à Domicile
VBG	Violences Basées sur le Genre
WASH	Water Sanitation and Hygiene